LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

w w w . p c o f . n e t

Mensuel n°597 - Juillet - Août 2018 Prochaine parution : le 11 septembre 2018 **2** €

« On n'en n'a pas fini » : banderole des cheminots dans la gare de Lyon, le 28 juin 2018

Consolider et élargir le front populaire en construction

Ni Otan, ni défense européenne

MAI68 *Mai 68 (6) : Ce que nous en retenons … p. 10*

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Editorial

« Profits de dingue » !

Le président des riches et des patrons avait dit qu'il ne serait pas un « président bavard », comme l'avait été Hollande, ni un « président bling bling » comme l'avait été Sarkozy. Il cumule de plus en plus les deux. Donnant son avis sur tout, alternant les envolées qui se veulent « jupitériennes » aux propos singeant le parler populaire, surtout quand il s'agit d'annoncer des mesures antisociales ; il étale ses goûts du luxe et les extravagances de ceux qui ont tout.

Il y ajoute le cynisme, quand il dénonce la politique anti-réfugié de l'extrême droite italienne et « qu'en même temps », il ferme les ports français qui pourraient les accueillir. Ou quand il prétend lutter contre la montée des partis d'extrême droite en Europe et qu'il reprend leurs idées de camps de rétention renforcés, hermétiques, mêlant adultes et enfants, sous-traités à des gouvernements africains, dont certains laissent leur propres ressortissants vivre dans la misère. La façon dont Macron et son ministre de l'intérieur traitent les migrants et l'annonce du durcissement de la politique de refoulement au niveau européen, sont de plus en plus dénoncés par les organisations démocratiques. Même votée, la loi « immigration » continue à mobiliser contre elle.

Les ministres sont des « cost-killers » dont la principale activité consiste à réduire les budgets, tailler dans les effectifs de la fonction publique, généraliser l'ouverture à la concurrence et privatiser pour faire du « cash ». Ils doivent tout à Macron qui les a embauchés parce qu'ils ont été formés pour mettre en œuvre la politique néolibérale, avec le langage et les certitudes qui vont avec. Certains, comme Le Maire, un routier de la droite rallié à Macron, sont chargés de lancer les « ballons d'essai », de pousser le plus loin possible l'annonce d'une réforme radicalement réactionnaire, comme on l'a vu sur le dossier des aides sociales, pour que d'autres puissent en atténuer la portée, sans pour autant remettre en cause le principe d'une « refonte » synonyme de baisses drastiques frappant les plus pauvres et même plus largement. C'est quand même Macron et ce gouvernement qui qualifient de retraités aisés, celles et ceux qui touchent à peine plus de 1000 euros, et qui ont commencé par parler du « problème » des pensions de réversion, qui concernent principalement les femmes dont les pensions sont particulièrement faibles.

Les riches sont non seulement épargnés ; ils sont littéralement gavés.

Ils se partagent déjà les 55 milliards de dividendes versés en 2017 par les grandes entreprises.

Ils bénéficient des exonérations fiscales et vont pouvoir acheter les actions d'entreprises très rentables que l'Etat s'apprête à vendre.

Le patronat va nommer le successeur de Gattaz à la tête du Medef, qui a engrangé toutes les dispositions de la loi El Khomri et les ordonnances qui ont largement puisé dans les propositions patronales. Son successeur pourra se concentrer sur la mise en œuvre de toutes les « libertés » de licencier, de rallonger le temps de travail, de réduire les salaires permises par la remise en cause du code du travail, la refonte des mécanismes de négociations et l'amputation de leurs prérogatives. C'est déjà le cas chez PSA à Vesoul, où l'allongement du temps de travail se conjugue avec travail gratuit, sur fond « d'accord d'entreprise » signé avec les syndicats, à l'exception de la CGT.

Budget « de dingue » pour le nucléaire militaire

Depuis des semaines, Macron ne cesse de promotionner la « politique de défense européenne », pilotée conjointement par la France et l'Allemagne. Les monopoles de l'armement, promus locomotives de la relance de la construction européenne, sont assurés de juteux contrats pour plusieurs années. Rien qu'en France, le budget de « modernisation » des armes nucléaires sera de 37 milliards répartis sur 6 ans, soit 120 milliards sur 20 ans. On ne sait pas anticiper la croissance des effectifs dans les écoles, construire les locaux nécessaires et planifier l'embauche et la formation des enseignants et des personnels qui les accompagnent, mais on prévoit déjà de consacrer autant de milliards pour l'armement nucléaire !

Des résistances… à un front commun des luttes

La limite à cette liberté de surexploiter, c'est d'abord la résistance qu'opposent la classe ouvrière et les masses travailleuse, à travers la lutte organisée dans les syndicats de lutte. Des syndicats qui s'engagent dans des combats longs, à l'image de celui des cheminots qui restent mobilisés et, comme ils disent « on n'en n'a pas fini ».

Il en est de même dans le secteur de la santé, de l'éducation et plus largement, de l'ensemble de la fonction publique, que les entreprises soient encore partiellement publiques ou qu'elles soient de plus en plus privatisés, comme à la Poste, chez les gaziers et les électriciens, les offices HLM

Des combats qui ont besoin de gagner le soutien des usagers – et nous le sommes tous – pour pouvoir tenir. Dans les entreprises privées, dont il est très peu question dans les médias, ce sont les augmentations de salaires qui sont au cœur des mobilisations.

« Cette société pour les riches, les patrons, les marchands de canons, on la combat !»

Ce mot d'ordre que notre parti met en avant est un appel à engager ce combat, en faisant le lien entre les différents fronts de résistance que nous venons d'évoquer. C'est à la fois travailler au développement de chacun de ces fronts de résistance et mettre en avant le point commun entre eux : la nécessité de s'en prendre au système dans son ensemble.

C'est la démarche et le contenu du front populaire révolutionnaire. ★

Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Adresse internet : .....

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

La Forge - ***Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France***
15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Tarifs d'abonnement pour la France

Pour répondre à une demande de nos lecteurs, nous proposons à partir de ce numéro un abonnement à la version électronique de notre journal au prix d'un abonnement pli ouvert. Celle-ci vous sera envoyée chaque mois au format .pdf

Pli ouvert ou version électronique 26 e
Pli fermé . . . . . 32 e
Abonnement avec **soutien** . . . . . 35 e

Chèque à l'ordre de : *Société En Avant*
15 cité Popincourt - 75011 Paris

Donner un prolongement à la Marée populaire

Les mobilisations de ces derniers mois posent de plus en plus concrètement la question du front populaire.

Le 28 juin, plusieurs syndicats ont appelé à une journée interprofessionnelle de mobilisation. Elle venait, en quelque sorte, « ramasser » plusieurs fronts de lutte, avant la période des congés, décrétée par les médias période socialement et politiquement « blanche »au profit de la coupe du monde de football et des records de chaleur. Tant pis pour les millions de familles pauvres des quartiers populaires ou des zones rurales, les « profiteurs du pognon de dingue » des aides sociales, qui vont voir leur quittance de loyer amputée de 30 euros dès juillet.

En réalité, il n'y a pas de trêve sociale. D'abord, parce que le patronat ne connaît pas de trêve pour anticiper les possibilités ouvertes par la loi El Khomri et les ordonnances Macron, comme on le voit chez PSA Vesoul, où il impose l'allongement du temps de travail non payé. Mais il n'y a pas non plus de « trêve » dans les secteurs comme la SNCF, où des mobilisations vont continuer tout au long de l'été, avec notamment des journées de mobilisation en lien avec les étapes de la négociation de la convention collective et de l'accord d'entreprise.

Si côté communication, le gouvernement et la direction de la SNCF « font comme si » la grève n'avait plus aucune justification, c'est bien la première fois qu'un mouvement va se prolonger, alors que la loi sur la « réforme ferroviaire » a été définitivement adoptée au Parlement. La loi ouvrant le transport ferroviaire à la concurrence et mettant fin au statut des futurs cheminots est certes votée, mais elle ne fait pas disparaître les revendications des cheminots, elle ne signifie pas que le gouvernement serait parvenu à tourner l'opinion publique contre les cheminots et leur grève. Dans cette très grande entreprise – 150 000 salariés – beaucoup de travailleurs qui ont participé aux différents épisodes de grèves, ne sont ni résignés, ni « battus », malgré tout ce que cette grève représente en termes d'énergie et de sacrifices, notamment financiers. Le besoin de soutien financier reste important, car ce sont plusieurs jours de salaires en moins sur les fiches de paie.

On peut même dire que la conscience de la nécessité de se battre ensemble, travailleurs et usagers des milieux populaires, pour défendre le service public s'est imposée dans le domaine de la santé, de l'éducation, à la poste… qu'elle a avancé dans le secteur du logement social, entre salariés des offices et locataires, dans les secteurs sociaux des communes,… et qu'elle va gagner les autres secteurs qui se mettent en mouvement, comme les gaziers et électriciens… Bien sûr, cela ne se fait pas sans combattre des tendances corporatistes, sans lutte pour vaincre les réticences à « aller vers les usagers ». Mais chaque fois qu'une barrière de ce type tombe, cela dynamise la lutte.Plus les tenants du néolibéralisme, qu'ils soient de droite ou sociaux-libéraux, le remettent en cause, le démontent, le privatisent et le pourfendent en l'accusant de coûter trop cher… plus il y a de résistances, plus il y a de mobilisations pour défendre ce qui constitue, encore, une protection minimum pour le plus grand nombre. C'est une bataille qui a aussi une forte dimension idéologique, entre une vision de la solidarité et celle de l'individualisme exacerbé que Macron promeut.

Cette défense des services publics signifie aujourd'hui plus que jamais, se battre, lutter, organiser la solidarité, travailler à créer un rapport de force. C'est ce qu'on peut qualifier de politique de front qui a une particularité, à savoir de se construire sur le terrain, dans la lutte, et qui oblige les organisations syndicales de lutte, les associations qui défendent les intérêts des masses populaires, les partis politiques qui s'investissent dans ces combats… à travailler ensemble.

Il faut un prolongement au 26 mai, à la « Marée populaire »

Nous l'avons dit dans le bilan que nous avons tiré de cette initiative, dans le journal de juin ; le 26 a concrétisé, jusqu'à un certain point, la question du front populaire, de par sa composition, la façon dont elle a été organisée. C'est un pas dans ce sens, ce n'est évidemment pas encore un processus acquis et revendiqué comme tel.

L'implication de la CGT en a été un élément essentiel. Plusieurs signes montrent qu'elle veut poursuivre cette expérience, ce qui est très positif. Nous espérons que les forces politiques qui y ont participé vont continuer à travailler ensemble, pour aider au succès de la prochaine initiative collective. Pour arriver à entraîner plus largement, elle devra garder comme fil conducteur, le soutien aux mobilisations, aux secteurs qui résistent à la politique de Macron. Ceux et celles qui continuent à se battre contre les conséquences des réformes réactionnaires qui se mettent en œuvre et ceux et celles qui commencent à se mobiliser, notamment sur la question de la réforme des retraites. ★

L'armement, nerf de la relance européenne

En une semaine, deux attaques ont été menées au Mali, visant les forces françaises et maliennes du dispositif militaire Barkhane. L'une s'est déroulée à Goa et l'autre au quartier général du G5 Sahel à Sévaré. Les autorités militaires françaises minimisent les conséquences de ces attaques attribuées à des groupes djihadistes. Ce sont pourtant de véritables opérations de guérilla qui s'en prennent aux forces d'occupation et à leurs installations, en principe hautement sécurisées. A l'évidence, la guerre du Mali tourne au bourbier.

Ces attaques interviennent au moment de l'ouverture du sommet de l'Union africaine (UA), en Mauritanie, durant lequel Macron doit rencontrer les dirigeants du G5 Sahel : Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Tchad. Le Niger est fortement sollicité pour installer un de ces « hots spots » pour stopper et trier les réfugiés qui tentent la traversée de la Méditerranée, en passant notamment par la Libye. La Libye, qui a été ravagée et désorganisée par la guerre menée en 2011 par la France, le Royaume-Uni, avec l'appui de l'Otan. Elle est aujourd'hui divisée en zones contrôlées par différents chefs de guerre, dont le maréchal Haftar, ami de Macron, qui a la haute main sur la région pétrolière de la Libye (voir dans *La Forge* de juin : « Macron fait du mauvais théâtre »).

Autrement dit, l'mpérialisme français est responsable d'une situation de guerre qui ne cesse de s'étendre et qui est justifiée aujourd'hui par la « guerre au terrorisme ». Cette guerre est une des causes des flux migratoires qui traversent l'Afrique et la Libye, où règne l'arbitraire total, le trafic d'être humains, etc. Elle n'est qu'un des points de départ pour ces migrants qui « terrorisent » tant les gouvernements de l'UE.

Certes, Macron n'était pas aux affaires au moment de la guerre de Libye, mais il assume la continuité de cette politique et veut y associer ses alliés de l'UE. Nous avons développé cette question dans un article « UE, Otan, Afrique », de février 2018. Elle prend de plus en plus d'importance avec l'insistance de Macron à vouloir pousser les feux d'une « politique européenne de défense », avec comme principal partenaire, l'Allemagne, sans remettre pour autant en cause les liens étroits tissés avec l'impérialisme britannique.

Si les dirigeants allemands sont encore réticents à envoyer des soldats allemands dans le cadre de Barkhane et qu'ils préfèrent le cadre de la Minusma, l'UE, en tant que telle, finance déjà à hauteur de 100 millions d'euros le G5 Sahel. Et les dirigeants estoniens viennent de confirmer l'envoi de 50 soldats au Mali, dans le cadre de Barkhane. La signification politique a été donnée par la ministre Parly qui a salué cette décision *« qui témoigne d'une convergence de vue sur les menaces qui pèsent sur la sécurité européenne »*. « *Un pas de plus pour la construction de l'Europe de la défense*. »

L'imbrication de toutes ces questions, qui n'ont *a priori* rien de commun, est résumée dans les déclarations de Macron et de Merkel, autour de la question de la « relance de la construction européenne ».

Tout d'abord, il y a la réaffirmation par Macron que la relance de l'UE et celle de l'économie française sont profondément liées. Il donne des gages à Merkel, à la tête de la principale puissance économique au sein de l'UE. Ces gages, c'est avant tout celui de mener jusqu'au bout toutes les réformes néolibérales visant à réduire de façon drastique et durable les déficits publics.

La relance sera notamment portée par les monopoles de l'armement qui bénéficient dans les modalités de la politique européenne de défense, des investissements dans la recherche et la construction de systèmes d'armes pour le marché européen et pour aller à la conquête des marchés hors UE. C'est le rêve de tout grand capitaliste que d'avoir des projets financés par l'agent public qui leur garantissent des profits sur dix ans et plus. Et vis-à-vis de l'impérialisme allemand et d'autres, c'est aussi la proposition de Macron de mettre leurs forces militaires en situation de guerre comme au Sahel. ★

Mobilisation personnels et usagers en réponse à la crise hospitalière

Dans le Cher comme dans nombre de départements dits ruraux, la situation provoquée par une réforme hospitalière qui étouffe financièrement l'hôpital fait que l'Etat n'assure plus la santé pour les populations.

A Bourges, le Centre hospitalier public Jacques Cœur, appelé pourtant à devenir le pôle de santé au détriment de Vierzon et St-Amand, connaît en mars une crise des urgences des plus graves. Dans cet établissement flambant neuf, face à l'afflux de patients dans les couloirs des urgences, il n'y a plus assez de lits, de personnels soignants et de médecins. L'état d'« hôpital sous tension » a dû être déclenché avec rappel de personnel, installation de 10 lits supplémentaires en déprogrammant des opérations, transferts de patients vers d'autres hôpitaux, eux-mêmes tout aussi saturés. Le 20 mars, la CGT et FO lancent un préavis de grève des Urgences de 6 jours, grève reconduite le 26. Des rassemblements de soutien ont eu lieu dans l'hôpital à l'initiative de l'UD CGT. L'RS (Agence Régionale de Santé) entendant maintenir sa politique de pénurie de plus en plus dénoncée comme « criminelle », la crise des urgences s'est brutalement aggravée en mai avec une panne des camions du SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) faute de médecin urgentiste et de personnel, situation qui a duré plusieurs jours. Le recours à des médecins généralistes de Vierzon, dont l'hôpital est menacé de fermeture, a déclenché une fronde des médecins généralistes qui forment un collectif départemental qui a notamment déclaré : *« Il y a à Bourges plus de 3 000 passages aux urgences par an, il n'y a plus que 6 à 8 équivalents temps plein pour 26 postes théoriques. On ne peut faire fonctionner tout le reste avec des intérimaires, ce n'est pas possible »*. Après le décès d'une personne dans ces conditions de délais des secours allongés, c'est bien l'Etat et la politique de casse du service public de santé qui est à incriminer et, à juste titre, jugée criminelle dans la mesure où elle ne garantit plus le sauvetage des vies humaines. L'appel des médecins à une marche blanche, le 2 juin, a rencontré un grand succès avec 1 200 blouses blanches en cortège derrière la banderole « Ensemble pour notre hôpital et la santé dans le Cher » et une trentaine d'élus de communes dont certains se sont fait interpellés pour leur soutien aux réformes par les cégétistes.

A l'hôpital de Vierzon, ce sont plusieurs services, à commencer par la maternité., qui sont menacés de fermeture. En écho à la marche blanche de Bourges, l'intersyndicale CGT, FO, CFDT, SUD se rassemble contre la fermeture de la maternité et la suppression de 25,5 postes, pour le maintien de tous les services, pour moderniser le bloc opératoire afin de répondre aux besoins de santé d'une population de 60 000 habitants. Depuis le préavis de grève déposé le 11 juin, la grève illimitée reconductible chaque semaine est massivement suivie par les personnels avec le soutien des médecins et des élus de Vierzon. La grève reconduite ne faiblit pas avec des actions qui se succèdent, barrages filtrants, slogans sur la chaussée et des opérations spectaculaires visant à mobiliser les usagers et la population. Ainsi, les 25 et 26 mai, c'est la distribution de bracelets de naissance « je suis né à Vierzon » ; le 28 mai, 65 portraits de personnels sacrifiés sont attachés aux grilles ; le 30, une grande rencontre avec la population sur le marché. Le 16 juin, une grande manifestation populaire avec plus de 2 000 participants, en grande majorité des usagers « en marche » derrière la banderole de l'intersyndicale. Un flash à la télé a salué l'événement comme une première. Dans la perspective d'une lutte unitaire des personnels hospitaliers de Vierzon et Bourges contre la restructuration prévue dans le Cher, l'intersyndicale de Vierzon organise des actions choc, pour porter la colère des usagers et personnels de santé vers l'hôpital de Bourges alors que la ministre du travail et l'ARS doivent venir à Bourges. Le 19 juin, un faux patient sur son brancard porté par le bloc opératoire au grand complet suivi d'un cortège d'usagers est transféré à pied de l'hôpital de Vierzon jusqu'à l'entrée de l'autoroute de Bourges. Le 20 et 21 juin, c'est la longue marche de 45 km d'une dizaine de jeunes patients déguisés en femmes enceintes de Vierzon à Bourges où leur arrivée reçoit un chaleureux accueil dans un hôpital de Bourges en grève pour un rassemblement départemental devant l'ARS. Un front de lutte solidaire usagers-personnels hospitaliers sous la banderole unitaire de l'intersyndicale constitue le meilleur moyen pour faire échec à la réforme hospitalière. ★

Correspondance cellule
G. Cornavin

Annonce de la remise en cause des aides sociales

Le 13 juin dernier, E. Macron s'est rendu à Montpellier, lors du congrès de la Mutualité Française. Le discours qu'il y a prononcé a été salué par une « standing ovation » des dirigeants du monde mutualiste, qui ont vu qu'ils allaient être servis. Mais c'est surtout l'annonce d'une remise en cause de notre protection sociale solidaire qui a été faite. Reprenant, dans un tout autre niveau de langage, ses propos mis en scène la veille sur le « pognon de dingue » mis dans les aides sociales sans résultat, E. Macron constate que si nous pouvons être fiers de notre système de protection sociale, il représente une part toujours plus grande de la richesse nationale sans permettre de répondre aux besoins « d'une société qui sécrète toujours plus d'inégalités de destin » et « qui exclut des pans entiers de population ».

E. Macron prétend vouloir renouer avec l'esprit de 1945 et du CNR et annonce qu'il ne faut plus se contenter de dépenser toujours plus d'argent, mais nous responsabiliser, et, grâce aux réformes annoncées, il sera possible de sortir d'une situation d'assistanat. Le mot est lancé, repris depuis des années et des années par le patronat et par les riches, les vrais assistés du système.

Sur la santé, après le même constat d'un système « en crise », « coûteux », où il y a trop d'actes inutiles, et dans le cadre d'enveloppes budgétaires toujours en baisse, il annonce la réorganisation globale du système de soins, qui se fera avec de plus en plus de mélange entre le public et le privé. La Mutualité, qui est à la fois payeur, offreur de soins et qui possède ses propres réseaux, est prête à prendre les parts de ce marché de la santé qui se profile derrière cette réorganisation. Macron les rassure : « vous aurez votre part », comme sans doute aussi les assureurs privés.

Sur les retraites, Macron réaffirme à nouveau que nous dépensons trop, que le vieillissement de la population nécessite de changer, là aussi, un système qui serait inégal et inadapté. Il dénonce une société de statut, dont il veut la fin et qu'il veut individualiser. Constatant que le vieillissement produit aussi de la dépendance, il parle des Ehpad comme d'un « échec collectif », que les misérables annonces de Mme Buzin d'une nouvelle loi votée en 2019 ne viendront pas régler.

L'annonce d'un reste à charge zéro en optique, dentaire et audioprothèse d'ici à 2021, sera assumé en grande partie par les organismes complémentaires, qui sont priés, mais non contraints, de ne pas augmenter leurs tarifs, ce qu'on a peine à croire. Quelle sera la qualité de ces lunettes et prothèses auditives à bas coûts qu'on nous promet ? De même, l'accès facilité aux ophtalmologistes et aux dentistes s'accompagne de glissements de tâches : le renforcement de la formation des opticiens et des assistants dentaires pour faire face au manque de professionnels, une tendance mise en route depuis longtemps. Pour Macron, la réponse à l'exclusion et la pauvreté, ce ne sont pas les aides sociales. Le RSA est dans la ligne de mire, jugé trop compliqué, stigmatisant, et surtout versé trop longtemps. Il assume des économies qu'il faudra savoir faire sur des dépenses « inutiles », car c'est une erreur de penser qu'en distribuant des aides, on résout les problèmes, il va falloir « accompagner et responsabiliser », c'est-à-dire aller vers « quelques heures de travail »… gratuits. Justement, le Conseil d'Etat vient d'autoriser l'obligation faite aux allocataires du RSA du Haut Rhin, de travailler gratuitement 7 heures par semaine ! Et bien sûr, le contrôle sera renforcé, pour que personne ne « s'installe dans une forme d'exclusion », sans doute tellement confortable, nous explique celui qui dîne dans une vaisselle à 500 000 €.

C'est le travail qui est émancipateur, proclame-t-il, pas les aides ! Rien ne sert de dépenser plus, car qui financera ? Nous ou nos enfants, bien sûr, et nous ne voudrions pas être coupables de ça ! Santé, retraites, dépendance, action sociale : on comprend à la lecture de ce discours que les cadeaux aux riches vont continuer de pleuvoir et que le gouvernement continuera à baisser les aides sociales, y compris aux plus démunis, des réformes qui vont remettre en cause l'ensemble de la protection sociale. ★

Ecole, collège… ça craque !

Au terme d'une année scolaire extrêmement violente pour l'éducation nationale, parallèlement et aussi consécutivement aux réformes qui la minent et la laminent, la question des effectifs prend de plus en plus d'importance.

La mesure des CP et CE1 à 12 s'avère de plus en plus une mesure d'affichage et elle se fait au détriment des autres niveaux et des postes de remplacement. En Haute-Garonne, par exemple, la remise en cause des conditions d'enseignement dans l'éducation prioritaire se confirme. 15 écoles sur les 18 REP+ voient la moyenne des élèves hors classes dédoublées passer les 21 élèves pouvant aller jusqu'à 24. La dégradation des conditions de travail et des conditions d'apprentissage des élèves se poursuit !

La réforme des CP à 12 cette année en éducation prioritaire, qui concernera aussi les CE1 l'année prochaine, a pour conséquence de baisser les effectifs les 2 premières années du primaire, mais sans moyens supplémentaires. Elle aura aussi pour conséquence d'augmenter les effectifs à partir du CE2 (pouvant ainsi aller jusqu'à 28 élèves pour une classe de CM2 en éducation prioritaire).

Le non-remplacement des enseignants absents peut aboutir à des situations ingérables, les enfants étant répartis sur d'autres classes : cela peut aller ainsi jusqu'à plus de 40 enfants !

Même « tendance » dans les collèges REP et REP+, les moyens alloués en termes horaires pour la rentrée sont en diminution ! Lorsque les enseignants protestent et se mobilisent, lors des audiences, l'administration va même jusqu'à leur dire : « mais les élèves des collèges REP sont des élèves comme les autres ! ». Quel cynisme ! Il s'agit de remettre en cause le principe de l'éducation prioritaire : « donner plus à ceux qui ont le moins ! ». Dans les autres collèges, les effectifs s'alourdissent encore ; tous les moyens sont bons pour rentabiliser au maximum ; c'est ainsi que les collèges qui accueillaient les élèves du collège Badiou de la Reynerie (quartier du Mirail à Toulouse) déplacés au nom de la mixité scolaire (voir nos articles dans les journaux précédents) ne bénéficient plus des moyens affectés pour prendre en charge ces élèves : dans un collège d'accueil, les 7 classes de 6° passent ainsi à 5 classes de 5°, soit une trentaine d'élèves par classe !

Ailleurs, comme en Alsace, les cartes scolaires sont revues de façon à « déclassifier » les collèges REP+ sous couvert de mixité et d'équilibrage des effectifs, et au final ce sont les écoles qui sont déclassifiées REP+ !

Ajoutons l'accueil des enfants des classes ULIS (classes d'accueil pour les élèves en situation de handicap) : ils sont intégrés dans des classes ordinaires mais ne sont pas comptabilisés !

En conclusion, des situations de plus en plus intenables, avec des enseignants qui n'en peuvent plus, des élèves qu'on ne peut pas prendre en charge correctement, des situations de tension, voire de violence…

Le 4 juin, c'est massivement que les enseignant-e-s du 1er degré se sont mis en grève et se sont rassemblés à Toulouse pour exprimer leur colère. La rentrée s'annonce très difficile. L'annonce de nouveaux programmes qui seront publiés officiellement le 12 juillet pour application dès la rentrée (!), indépendamment de leur caractère rétrograde rajoute encore à la colère ! Il faudra qu'elle se traduise en mobilisations.★

Au Rouvray, la lutte déterminée a payé !

Au milieu d'une multiplication de mouvements qui éclatent dans la santé, Rouvray fait figure de lutte exemplaire par sa ténacité, la solidarité qu'elle a suscitée et la victoire qui a permis d'arracher 30 postes et 2 créations de services après 75 jours de grève et 18 jours de grève de la faim.

Ce centre hospitalier du Rouvray est un hôpital psychiatrique de Normandie situé près de Rouen qui comprend plusieurs sites dont le principal, pour l'hospitalisation complète, se trouve à Sotteville-lès-Rouen et St-Etienne-du-Rouvray. C'est le troisième hôpital psychiatrique de France en nombre de patients admis. Le personnel compte environ 2 000 agents.

Depuis 2012, où un mouvement avait déjà eu lieu, la sur-occupation est chronique ; en moyenne 30 à 35 patients supplémentaires par jour sont accueillis au-delà de la capacité théorique de 450 lits. Ils doivent dormir sur des brancards dans des bureaux sans sanitaires. Il faut dire qu'entre temps l'offre de soins a diminué sur le territoire en fermant des structures de jour et en renforçant l'ambulatoire ! Le personnel ne supporte plus d'être maltraitant dans des conditions où il ne peut assurer la surveillance et effectuer des soins correctement. Un événement déclencheur a été le suicide d'un patient retrouvé trois quarts d'heures trop tard, par manque de surveillance ; un infirmier parlait également du traumatisme d'avoir dû mettre un enfant de 9 ans dans une chambre de sécurité avec 4 murs, un matelas et un seau pour l'isoler et le protéger des adultes.

Un collectif s'est d'abord constitué, le collectif des blouses noires, pour réclamer la fin de la sur-occupation des lits, des moyens suffisants pour soigner dignement les patients avec 52 postes, l'arrêt des fermetures de structures extra hospitalières qui diminuent le recours à l'hospitalisation et la création de 2 unités supplémentaires dont une pour les enfants. Au départ, ils n'étaient pas nombreux, mais déterminés, ils sont allés chercher tout le monde par la main, sans rien lâcher. La lutte a ensuite été menée par ce collectif, l'intersyndicale CGT-CFTC-CFDT et SUD et le comité de soutien. Il y a eu des rencontres avec les autorités sanitaires mais celles-ci n'ayant rien donné, il a fallu passer à la vitesse supérieure comme le siège du bâtiment administratif. La grève avait commencé le 22 mars. Le 22 mai, 4 agents ont débuté une grève de la faim, rejoints ensuite par 3 autres. Il y a eu tout le temps des bâtons dans les roues. Aucune chaîne nationale n'en parlait mais ils étaient là. Ils avaient peur que ça s'étende. La grève de la faim a duré 18 jours.

Les soutiens ont été très importants : familles, population, enseignants, cheminots. Une marche de solidarité, le 4 juin, a rassemblé 1 500 participants ; les autres hôpitaux ont aussi manifesté leur soutien. Les cheminots étaient particulièrement présents ; c'est avec eux que 2 grands axes ont été bloqués ;

suite à ces actions, les négociations ont été entamées le jeudi 7 juin après-midi pour un accord le 8 juin.

Nous ne pouvons que souscrire à l'adresse du Docteur Fethi Brétel, psychiatre, praticien hospitalier, aux grévistes du Rouvray :

« *Vous avez ainsi démontré, face à l'intolérable, que la résignation n'est plus acceptable et que les gens de métier qui "mouillent leur chemise" au quotidien sont encore en capacité de résister face au mépris de nos autorités publiques, dont la seule préoccupation continue d'être la réduction des coûts. Et votre courage en contamine d'autres, qui partagent votre combat. Les mobilisations des hospitaliers se poursuivent maintenant au Havre, à Tours, à Montpellier et ailleurs. Mais vous avez montré plus largement, en vous réappropriant dignement votre outil de travail, qu'une forme de résistance aux politiques d'austérité aveugles du pouvoir en place est désormais possible. Et ne fait que commencer…* »

Nous condamnons le cynisme des autorités qui a amené ces agents à retourner la violence qu'ils subissaient contre eux-mêmes par la grève de la faim et, qui plus est, en concédant 30 postes tout en disant qu'ils les prendraient ailleurs ! Ce cynisme, le même partout, qui les amène à mettre en œuvre ces restructurations en dépit de la parole des personnels et usagers qui leur montrent la réalité des conséquences de leur politique. La catastrophe sanitaire est là et nous n'avons pas le choix que de résister, personnels et usagers ensemble, avec les syndicats, mais aussi avec des formes d'action et d'organisation imaginatives pour regrouper l'ensemble des forces. C'est ce qui se développe un peu partout avec la volonté que les luttes des uns renforcent celles des autres. ★

Les personnels de l'orientation professionnelle restent mobilisés

Les psychologues Education Nationale (PSY EN) ainsi que les personnels administratifs des CIO (Centre d'information et d'orientation) et de l'ONISEP restent mobilisés.

Après, une manifestation nationale le mardi 5 juin 2018 à l'appel de l'intersyndicale réunissant le SNES-FSU, l'UNSA, le SGEN, FO, la CGT et SUD, près de 600 collègues venus de toute la France se sont réunis en AG et ont manifesté jusqu'à l'Assemblée nationale pour clamer leur refus des projets du ministère concernant le transfert des Dronisep (1) aux régions et la fermeture des CIO.

Le mouvement national a continué à manifester, informer et organiser des actions qui sont allées jusqu'à des grèves dans certaines académies et le boycott des instances administratives telles que les commissions d'appel (2) pour les élèves de 2e et de 3e. Ces mobilisations, souvent bien perçues par les parents, élèves, professeurs, ont soulevé aussi de fortes réactions de la part de l'administration qui n'a pas hésité à demander la remontée des noms des « responsables » de personnels à l'origine des grèves ou à occulter les raisons de notre mobilisation aux autres personnels. Des recteurs d'académies ont été jusqu'à refuser d'appliquer la loi en annulant les commissions d'appel pour vice de forme en raison de l'absence du Psy EN (en grève).

Entre-temps, le texte de loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel », qui prévoit la suppression des CIO, la régionalisation de l'information à l'orientation pour les élèves, etc. a été adopté par l'Assemblée et arrive au Sénat le 10 juillet. La commission de la culture et de l'éducation a déjà largement durci le texte de l'Assemblée par une série d'amendements avant son passage au Sénat. L'un des amendements les plus significatifs est la suppression du mot CIO du texte. Là aussi, nous étions rassemblés lundi 11 juin à l'occasion de l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale et nous le serons devant le Sénat. Actuellement nous étudions les mobilisations possibles dès la rentrée scolaire afin de ne pas faire oublier que nous souhaitons sauvegarder notre collectif de travail et le service public d'orientation gratuit et égal pour tous.

La pétition est toujours en ligne : https://www.change.org/p/jean-michel-blanquer-non-a-la-suppression-des-cio

Correspondance cellule Commune de Paris/G. Politzer

(1) Direction régionale de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions.

2) Les commissions d'appel sont saisies lorsque les familles sont en désaccord avec le chef d'établissement (du collège ou du lycée) sur l'orientation scolaire qui a été décidée pour l'enfant. Les familles présentent leurs arguments devant ces commissions, le professeur principal, mais également le Psy EN qui apporte son point de vue sur le projet de l'élève, mais aussi sa connaissance de la situation familiale voire psychologique de l'élève. Les 3 parties doivent être entendues afin que la décision de cette commission soit valide. L'absence du Psy EN à la commission produit un vice de forme au bénéfice des familles. La décision de la commission ne peut répondre que positivement à la demande de la famille. ★

Un nouveau numéro du journal Egalité vient de paraître !

L'organisation de Femmes Egalité vient de publier son journal. Riche de 40 pages d'analyses, de témoignages, et de récits des engagements de ses militantes dans les luttes pour défendre les intérêts des femmes des milieux populaires, ce nouveau numéro est à se procurer, à lire et à faire lire autour de soi. Sous son mot d'ordre « *Non à la vie de galère des femmes* », Egalité organise les femmes travailleuses, les femmes des quartiers pour résister aux contre-réformes du gouvernement qui aggravent leurs conditions de vie et de travail, pour s'épauler, s'entraider, et participer au combat d'ensemble des forces ouvrières et populaires pour leur émancipation.

« *Les pages de notre journal sont remplies de ces luttes et la place nous manque pour nous faire l'écho des initiatives de toutes celles qui ne baissent pas les bras.*

Les femmes ont besoin de participer en force au mouvement social pour créer le rapport de force nécessaire qui peut bloquer «la machine de destruction massive» que représente la politique E. Macron. (…) Le mouvement social a également grandement besoin de la participation active des femmes qui élargit son ampleur et enrichit sa portée. » Ainsi se conclut l'article politique du journal.

Choix de livres pour cet été . La Librairie *Le Point du jour*, à Paris, a sélectionné à notre demande et pour nos lecteurs cette liste de livres pour l'été. Nous l'en remercions et invitons nos camarades et amis à s'y rendre. S'ils ne trouvent pas leur bonheur dans cette liste, – forcement limitée et que nous avons dû écourter – le libraire saura dénicher le livre qu'ils recherchent.

Essais sur la société capitaliste du XXIe siècle

-Sarah Abdelnour, *Les nouveaux prolétaires*, Textuel, coll. Petite encyclopédie critique, 156 p. 15,90 €

Le livre remet en question des lieux communs, sur la disparition du monde ouvrier, la « moyennisation » de la société, la fin du travail, ou encore l'extinction des grèves. Il décrit la transformation des formes de domination au travail, notamment par la pression du chômage et de la précarité. Il décrit les capacités de résistance et d'organisation de cet archipel de précaires.

-Karim Amellal, *La révolution de la servitude : pourquoi l'ubérisation est l'ennemie du progrès social*, Demopolis, 208 p., 19 €

Uber, Airbnb ou Deliveroo prétendent remplacer l'ancien monde par « l'économie du partage », au nom de la modernité, de la technologie, de l'authenticité. Mais l'ubérisation est un capitalisme féroce qui apporte de nouvelles formes de servitude et la révolution technologique s'apparente bien souvent à un retour au XIXe siècle.

-Patrick Chamoiseau, *Frères migrants*, Points, 144 p., 6 €

Contre la barbarie des frontières et les crimes qui s'y commettent, l'écrivain martiniquais exprime la ferveur de son indignation et livre un vibrant et poétique plaidoyer pour le dépassement des réflexes de rejet et une solidarité étendue.

Evènements historiques du XXe siècle

-Daniel Kupferstein, *Les balles du 14 juillet : le massacre policier oublié de nationalistes algériens à Paris*, La Découverte, coll. Cahiers libres, 256 p., ill. 18 €

Le 14 juillet 1953, des militants du parti nationaliste algérien défilent avec la gauche communiste et syndicale Quand ils arrivent place de la Nation, des heurts se produisent et les policiers tirent froidement sur les manifestants algériens. Six d'entre eux sont tués, ainsi qu'un militant de la CGT. La longue enquête de D. K., cinéaste documentariste, a fait découvrir des témoignages inédits et a révélé le mensonge d'État qui a permis l'occultation de ce massacre.

-Kris, Étienne Davodeau, *Un homme est mort*, Gallimard, coll. Folio BD, 96 p., ill., 7,65 €

Brest, 1950. Sur les chantiers de la reconstruction, les ouvriers sont en grève. Face à l'intransigeance patronale, les manifestations s'intensifient, jusqu'à ce que le 17 avril, la police tire sur la foule, tuant un homme. René Vautier, cinéaste, filme alors la colère de ses camarades, leur soif de justice et leur solidarité.

-Désirée et Alain Frappier, *Là où se termine la terre : Chili, 1948-1970*, Steinkis, 260 p., 20 €

À travers l'enfance et l'adolescence de Pedro, on revit le bouillonnement d'un quart de siècle d'histoire chilienne, rythmé par la Guerre froide, la révolution cubaine et les espoirs qui accompagnent l'élection de Salvador Allende.

Fictions

-Caryl Férey, *Condor*, Gallimard, coll. Folio policier, 512 p., 8,30 €

À Santiago, quatre cadavres d'adolescents sont retrouvés au cours de la même semaine. Face à l›indifférence des pouvoirs publics, Gabriela, jeune vidéaste mapuche s'empare de l'affaire., avec l'aide de Stefano, militant rentré au Chili après plusieurs décennies d'exil. Dans un pays encore gangrené par l'héritage politique et économique de Pinochet, où les puissances de l'argent règnent en toute impunité, l'enquête dérange et les plaies se rouvrent.

-Dominique Manotti, *Bien connu des services de police*, Gallimard, coll. Folio policier, 240 p., 5,90 €

Été 2005 à Panteuil, en banlieue parisienne, l'ambitieuse commissaire Le Muir a décidé d'appliquer la « nouvelle politique sécuritaire » prônée par le ministre de l'Intérieur.

-Jack London, *Le talon de fer*, nouv. trad. intégrale de l'américain par P. Mortimer, Libertalia, 491 p. 8,50 €

Un grand roman socialiste, récit d'anticipation dans lequel J. London imagine la société future : révolte ouvrière, grève générale et impitoyable répression, préfiguration de la société capitaliste poussée à sa forme extrême : le fascisme.

LIBRAIRIE LE POINT DU JOUR - 58 rue Gay-Lussac, 75005.

Pour Macron non plus, les migrants de l'Aquarius ne sont pas les bienvenus !

L'Aquarius a récupéré 629 migrants dans la nuit du 9 au 10 juin et est arrivé à bon port, une semaine plus tard, en Espagne, grâce à l'offre d'accueil du tout nouveau gouvernement espagnol.

L'attitude exécrable, fascisante, de Salvini, ministre de l'intérieur italien et membre de la Ligue du Nord, parti d'extrême droite fort de son succès aux élections, a été dénoncée partout. Les mots n'ont pas été assez durs pour condamner la fermeture des ports italiens et maltais.

Le gouvernement français s'est distingué lui aussi, tout d'abord par un silence assourdissant face à l'urgence de mettre à l'abri les migrants de l'Aquarius. Bien que la route du bateau soit passée à proximité de la Corse, aucune proposition n'a été faite par le gouvernement d'ouvrir les ports français.

Et quand enfin Macron est intervenu en Conseil des Ministres, c'est pour se défausser avec cynisme, au nom du « *droit international maritime qui veut que (…) ce soit la côte la plus proche qui assume la responsabilité de l'accueil* » et dénoncer « *le cynisme* » et « *l'irresponsabilité* » de l'Italie.

Des propos fort arrogants et bien difficiles à justifier de la part de celui qui mène une politique farouchement anti-migratoire. Même les soutiens du président, y compris dans son propre parti, ont été gênés et se sont dit « profondément choqués », ou ont parlé de « honte ».

A ces critiques, il a rétorqué en fustigeant des « *déclarations d'estrade* » et une vision du « *petit bout de la lorgnette* ».

Macron lui aussi développe au sein de l'Europe, et en France, une position réactionnaire claire et nette de fermeture des frontières et de renvoi massif des migrants. Il assimile à son tour les ONG à des complices des passeurs, voire pire, et a compliqué à dessein l'accès au statut de réfugié. La loi Asile Immigration qui vient d'être adoptée en est le témoignage, tandis que la fermeture de la frontière avec l'Italie dans les Alpes tend à rendre le passage infranchissable et que sont « punis » les associations et humanitaires qui secourent les migrants.

Un vent de fronde s'est levé, et les oppositions à cette politique anti-migrants continuent à s'élargir. ★

Bure (Marne)

Non, les antinucléaires ne sont pas des malfaiteurs !

L'opération de police qui a eu lieu mercredi 20 juin contre les opposants à Cigéo (1) a suscité une très vive émotion dans le milieu des antinucléaires et bien au-delà : dans le mouvement démocratique, et chez les avocats. En effet, au petit matin, plusieurs lieux fréquentés ou utilisés par les opposants à CIGEO, ont été perquisitionnés, y compris le bureau parisien de leur avocat, M[e] Ambroselli. Au cours de cette perquisition, la police a saisi son matériel informatique. Dix interpellations ont eu lieu et certains des militants interpellés ont été gardés à vue plus de 60 heures.

Cette opération est intervenue après une manifestation qui a eu lieu samedi 16 juin à Bar-Le-Duc et qui a rassemblé environ 3 000 personnes dont les élus de la région opposés au projet.

Très vite, des manifestations de protestation et de soutien ont eu lieu sur les différents sites concernés mais aussi plus largement dans les milieux démocratiques. Deux cents intellectuels et artistes dénonçaient cette opération dans une tribune ; 50 avocats rédigeaient une lettre de soutien à leur confrère. La LDH quant à elle publiait le 22 juin un communiqué pour dénoncer l'opération.

Toutes ces protestations se rejoignent sur un point : la dénonciation de l'utilisation de l'article 450-1 du code pénal pour qualifier l'action militante des antinucléaires « d'association de malfaiteurs ». Cette qualification a des implications graves à plusieurs niveaux. D'une part, elle justifie des actions préventives de la police ou de l'armée qui visent l'intention et non l'acte. D'autre part, elle permet, quand elle est retenue, d'ordonner de lourdes peines de prisons et d'amendes (jusqu'à dix ans de prison et 150 000 euros d'amende). Enfin, comme le délit de solidarité, cette caractérisation d'association de malfaiteurs peut condamner toute personne qui a abrité un militant, lui a prêté du matériel, ou même a été tout simplement en contact amical avec lui !

Ce qui est de plus en plus largement dénoncé, c'est l'utilisation de cet article pour criminaliser l'action sociale et politique. Comme l'explique la lettre des intellectuels et artistes « (…) *une commission rogatoire permet désormais de procéder à des perquisitions, auditions, interpellations de toute personne ayant été en relation, même ponctuelle, avec les opposant·e·s au projet. La tentative pour isoler et transformer ainsi une lutte collective en « association de malfaiteurs » dit bien la volonté de l'État de réduire au silence la résistance contre un projet industriel qu'il cherche à imposer par tous les moyens possibles, alors même que subsistent un grand nombre de risques et d'incertitudes* ».

Suite à ce mouvement de protestation et l'écho médiatique qu'il a eu, la juge de la détention et des libertés de Bar-Le-Duc a ordonné, lundi 25 juin, que son matériel informatique soit restitué à l'avocat des militants anti-Cigéo. C'est une première victoire dans ce bras de fer qui oppose les antinucléaires et leur soutien à l'Etat.

Ces interventions de différents secteurs de la société témoignent que la conscience grandit dans l'opinion que l'Etat veut criminaliser l'opposition aux projets dangereux, inutiles et coûteux, comme l'est celui de Cigéo et qu'il s'appuie pour cela sur un arsenal judicaire de plus en plus répressif. « Etat nucléaire, Etat policier » est un slogan ancien mais qui montre à travers les derniers événements de Bure toute sa pertinence.

Extrait de la tribune de 200 intellectuels en solidarité avec Bure qui a été publié conjointement par Basta, Lundi Matin, Mediapart, Politis et Reporterre.

« Nous, intellectuel·le·s, auteur·e·s, chercheur·e·s, artistes, éditeur·rice·s, journalistes, avocat·e·s, scientifiques, élu·e·s, ami·e·s, n'acceptons pas ces méthodes. Nous exigeons l'abandon des poursuites contre les opposant·e·s et la fin des opérations d'intimidation. Nous appelons à organiser et/ou rejoindre les rassemblements du mercredi 27 juin à 19 h appelés par les associations de lutte partout en France et ailleurs. Pour faire corps ensemble face à la répression de l'État, une large solidarité est plus que jamais nécessaire. Si les chouettes et les hiboux de Bure devaient constituer une association de malfaiteurs, nous en ferions partie. »

Nos lecteurs peuvent retrouver l'intégralité des réactions sur les sites *bastamag.net* et *reporterre.net* ; on peut s'associer à cette tribune en y ajoutant sa signature sur https://www.change.org/p/mouvement-de-lutte-de-bure-avec-bure-nous-sommes-toutes-et-tous-des-malfaiteurs. ★

(1) Centre industriel de stockage géologique.

Le renforcement de l'Europe forteresse

Le scandale de l'Aquarius a remis sur le devant de la scène le problème posé à l'Europe par les arrivées de migrants. Bien qu'elles aient beaucoup diminué (le nombre de réfugiés arrivés sur les côtes italiennes a baissé de 78 % par rapport à l'an dernier), les différents Etats européens se déchirent sur les meilleurs moyens à mettre en œuvre pour empêcher les migrants de parvenir en Europe.

Macron a tenté de se donner une figure de démocrate face à l'extrême droite italienne aujourd'hui au gouvernement, mais il ne peut non plus prétendre à l'exemplarité, en violant allègrement le droit international : 50 000 migrants ont été refoulés à la frontière avec l'Italie en 2018, sans prendre en compte les nombreux demandeurs d'asile et les jeunes mineurs qui se trouvaient parmi eux. Et que dire de Calais où la police traque impitoyablement les tentatives de passage en Angleterre !

Malgré leurs divergences, les 28 Etats européens ont en commun une volonté farouche de mettre en œuvre l'Europe forteresse.

Réunis en sommet à Bruxelles le 28 juin, la question cruciale étant de savoir qui va (ou ne va pas) accueillir, ils se sont accordés sur la création de centres d'accueil « contrôlés » en Europe… sur la base du volontariat. Mais à l'évidence, aucun pays, et pas plus la France que la décriée Italie, ne s'est porté candidate… Ces centres seraient dédiés au tri, pour expulser rapidement les migrants dits irréguliers et choisir des demandeurs d'asile, à répartir, là aussi, *« sur une base volontaire »*.

Quant aux plates-formes de désembarquement hors Union Européenne, qui pourraient être localisées en Afrique du Nord, rien ne permet de croire que les pays concernés les accepteraient.

De cette crise au sein de l'Europe, ce sont les positions les plus xénophobes qui ont marqué des points. Et au final, une mesure très concrète a été adoptée : le budget consacré au contrôle des frontières de l'Union Européenne a été multiplié par trois, avec augmentation des aides à la Turquie et à l'Afrique du Nord et les effectifs des garde-frontières passeront à plus de 10 000 agents.

Il faut que les peuples d'Europe restent vigilants et mobilisés pour combattre ces politiques migratoires indignes ! ★

SNCF

Fin de cycle pour une grève qui n'est pas terminée

Le 28 juin, plusieurs syndicats dont la CGT et FO au niveau confédéral, avec plusieurs organisations de jeunesses notamment étudiantes ont appelé à une journée interprofessionnelle de mobilisation.

Cette journée a coïncidé avec la fin de la dernière séquence de grève (2 jours sur 5) ouverte par l'intersyndicale CGT, Solidaires, UNSA, CFDT de la SNCF depuis le 3 avril contre le « « nouveau pacte ferroviaire ».

Cette grève, même si elle arrive au bout du cycle que se sont fixé les organisations syndicales elles-mêmes, n'en est pas pour autant terminée.

Dire cela n'a rien à voir avec un volontarisme forcené, qui ferait fi envers et contre tous d'une certaine réalité.

La mobilisation reste d'actualité pour les cheminots

Le gouvernement a précipité la mise en œuvre de sa contre-réforme, mais d'une certaine manière, visiblement, une bonne partie s'élabore au fur et à mesure que se posent les problèmes qu'elle génère.

Pour preuve, neuf décrets restent à rédiger par le gouvernement (cela va des modalités de désignation des salariés transférés à la concurrence, à la gestion des gares, aux conditions de maintien des droits à la retraite en passant par la définition et le barème des tarifs sociaux…), quatre ordonnances à promulguer, cinq accords à conclure avec l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP) dans le cadre de la négociation de la convention collective ferroviaire et au moins six accords à négocier avec la direction de la SNCF portant notamment sur la remise à plat des accords locaux suite au changement de statut de l'entreprise. Autant dire que la fin de la mobilisation contre cette contre-réforme de la SNCF n'est pas encore pour demain.

La CGT et Solidaires appellent déjà à de nouveaux jours de grève au début de juillet. Et les autres organisations syndicales n'excluent pas d'appeler à la mobilisation en fonction du calendrier des négociations à venir.

Depuis le 3 avril, une grève de la « famille » cheminote

De par l'ampleur et le niveau de l'attaque portée par E. Macron et son conseil d'administration contre cette entreprise structurant depuis des dizaines d'années une partie de l'économie et tout un pan de l'activité sociale du pays, attaque contre les conditions de travail, de vie, et la culture de près 150 000 travailleurs… cette grève, dans cette première partie qui s'achève, par-delà les chiffres régulièrement pipeautés du nombre de grévistes, a d'abord vraiment été une grève des cheminots soutenue par la très grande majorité des travailleurs de l'entreprise, cadres compris, comme le succès du vot'action l'a démontré.

Cet engagement de la population cheminote derrière cette grève explique aussi pourquoi l'intersyndicale a été obligée de tenir, contrainte et forcée en quelque sorte, jusqu'au terme du calendrier fixé. Pourtant, elle partait de loin, mise à mal notamment par le soutien, en pleine mobilisation contre la loi El Khomri, de la CFDT et de 'UNSA au nouvel accord sur l'organisation du temps de travail à la SNCF.

Mais une grève pas simple à soutenir

La navette parlementaire actant ce démantèlement de la SNCF a fini par arriver à son terme même s'il a fallu le recours à une commission mixte paritaire (Assemblé nationale et Sénat) à la mi-juin pour prendre en compte les modifications à la marge apportées par les amendements de l'UNSA et de la CFDT portés… par le gouvernement. Une première pour des syndicats se défendant de vouloir faire de la politique. Rappelons, pour dernier exemple, la CFDT s'insurgeant contre l'idée de la « convergence des luttes » parce que c'était politique !

Maintenant est-ce que la « convergence des luttes » pouvait se faire avec ou autour de cette grève ? La réponse au fil des semaines a été donnée par les faits eux-mêmes. De la même façon qu'il ne suffit pas d'en appeler à la grève générale, il ne suffit visiblement pas d'en appeler « à la convergence » pour qu'elle se réalise !

Dans le même temps, le calendrier préétabli – sans revenir ici sur ce que nous avons dit sur sa pertinence pour permettre d'avoir le temps de faire comprendre l'enjeu de cette contre-réforme notamment en direction des usagers – a, d'une certaine façon, « institutionnalisé » la grève (moins de monde dans nombre d'AG, puisque la reconduction de la grève ne se posait pas, vu le calendrier préétabli) et n'a pas aidé non plus à développer l'organisation de la solidarité, y compris financière puisque, pour tout un chacun, les cheminots « s'étaient organisés pour durer ».

Ceci dit, cette grève, de par sa durée, l'impact qu'elle a eu non seulement sur le plan économique, mais aussi politique – sans cette grève, pas de 26 mai avec la CGT, les partis politiques et les associations –, le fait que jamais le pouvoir ni les médias ne sont arrivés à retourner les usagers contre les cheminots, montre encore une fois toutes les potentialités qui résident dans un mouvement massif de grèves de la classe ouvrière. ★

Le 1er accord Macron signé à PSA Vesoul : un « accord de la honte »

Alors qu'une négociation de la convention collective de la branche Métallurgie est en négociation avec un forcing de l'UIMM pour la soumettre aux ordonnances Macron, c'est à PSA Vesoul que le patronat a décidé d'arracher, là où la CGT non signataire est minoritaire, son premier accord Macron sous chantage emploi contre salaire. L'accord signé par FO-CFTC-CFE-CGC représentant 80 % des salariés prévoit une augmentation du temps de travail de 35 h à 37 h 45 dont plus des 2/3 ne sont pas payées (majoration de 3,1 % pour 9,8 % intégrant la majoration de 25 % des heures sup). C'est une augmentation du travail gratuit. Les syndicats signataires, dont FO d'après congrès, se sont vendus pour une poignée de lentilles : une « prime de performance » de 100 euros.

C'est la mise en place du fameux contrat de chantier qui remet en cause le CDI comme la norme. En cas de refus du salarié, c'est la possibilité pour le patron de procéder à un licenciement préjugé pour cause réelle et sérieuse, sans les garanties du licenciement économique et sans la possibilité de contestation aux prud'hommes, sous couvert de « proposition de reclassement » dans le groupe. Cet « accord » met fin aux 35 heures et il est applicable non seulement aux 2 500 salariés de PSA Vesoul mais aussi aux 500 salariés des boîtes de sous-traitance interne. Jean-Paul Mercier, secrétaire de la CGT PSA, a dénoncé cet « accord de la honte » qui veut créer un précédent national dans le groupe et bien au-delà pour l'ensemble des entreprises, notamment dans l'automobile. PSA peut fêter cette victoire avec les 480 millions de dividendes en 2018, et les 103 millions au titre du CICE.

La CGT PSA Vesoul mobilise l'ensemble des ouvriers du groupe pour les 35 heures et contre l'accord PSA Vesoul avec une pétition qui a recueilli 10 200 signatures, ce qui montre le caractère massif et majoritaire du « non » aux ordonnances Macron. Dans le cadre d'une campagne « la loi Macron ne passera pas par ma boîte » et des mobilisations pour les salaires, le paiement des qualifications, il faut prévenir un effet domino de signatures d'accords que l'UIMM entend impulser dans chaque département. Il faut aussi que les syndicats CGT, notamment de la métallurgie, envoient des messages de solidarité avec la CGT PSA Vesoul, pour la conforter dans son opposition à cet accord et le dénoncer dans toutes les instances.

Ce qui se passe à PSA Vesoul montre que le grand patronat anticipe les reculs et les coups portés aux travailleurs que la loi El Khomri et les ordonnances Macron permettent : PSA avait déjà « anticipé » les « ruptures conventionnelles collectives ». De plus, PSA est connu pour la violence de la répression à l'encontre des militants syndicalistes et des travailleurs qui refusent de plier.

Il faut que la solidarité s'exprime avec la CGT de PSA Vesoul et il faut organiser le contre-feu à l'offensive patronale. Pour empêcher la signature d'un accord Macron dont la finalité est la baisse des salaires pour engraisser les profits, il faut porter l'angle d'attaque non sur les 32 heures, mais sur les augmentations de salaire sur la base des 35 heures avec la reconnaissance des qualifications des hommes et non des postes de travail, contre les remises en cause, par un accord d'entreprise, des primes d'ancienneté et acquis des conventions collectives territoriales. ★

Mobilisation des travailleurs de l'énergie

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs des sociétés de distribution de gaz (de GRDF, filiale d'Engie) et d'électricité (d'Enedis, filiale d'EDF) sont en grève à l'appel de la fédération « mines énergie » de la CGT. Plus d'une centaine de sites étaient occupés, mi-juin. Les revendications sont à la fois communes aux travailleurs de ces deux entreprises, notamment sur les salaires, les conditions de travail… et des revendications plus spécifiques, comme le rejet du plan de 2 610 suppression de postes chez Enedis, les projets de privatisation et d'ouverture à la concurrence des centrales hydrauliques, ou les conséquences de l'annonce faite par le gouvernement de céder une partie, voire la totalité, des actions de l'Etat dans le capital d'Engie.

Cette mobilisation s'inscrit dans la bataille d'ensemble pour la défense d'un service public de l'énergie, en lien avec la mobilisation des cheminots.

Des camarades et des amis, militants syndicalistes, se rendent régulièrement sur le site d'Enedis à Sannois (95) pour soutenir les travailleurs qui occupent jour et nuit le centre. Voici les éléments qu'ils ont tirés des discussions avec les travailleurs déterminés qui occupent le centre et en bloquent l'accès.

Le mouvement a démarré il y a quatre semaines, suite à l'envahissement d'une réunion du CCE, au cours de laquelle les militants ont découvert des documents sur la stratégie de la direction de l'entreprise. « C'est en particulier le projet de suppression des astreintes, qui se solderait par des pertes de salaires de 200 à 400 euros par mois, qui a mis le feu aux poudres. » Cette suppression est justifiée par la direction par la mise en place des compteurs « intelligents », les fameux compteurs communicants « Linky » (1) pour l'électricité et l'équivalent pour le gaz, les compteurs « Gazpar ».

« La grève et l'occupation ont été décidées sur le site, par les travailleurs », dont beaucoup ne sont pas syndiqués. Ils sont en contact avec les trois autres centres du 95 qui sont mobilisés.

Une question qui préoccupe également les grévistes, c'est celle de l'ampleur prise par la sous-traitance. Ils sont favorables à la « réinternationalisation » de ces fonctions, dans le cadre d'un grand service public gaz-électricité. Une perspective qui va totalement à l'encontre de la politique de privatisation, de séparation des entreprises et de leur mise en concurrence entre elles (chacune vend du gaz et de l'électricité !) et avec les autres entreprises de l'énergie – Total, Eni (Italie) et les « indépendants » – Direct Energie, etc.

Pour occuper le centre, les travailleurs se sont organisés, d'autant que, très vite, la police est venue, suivie quelques jours après par un huissier, pour constater le blocage des portes. Sur d'autres sites, il y a eu des coupures de courant ciblées, comme celle dont le Premier ministre a fait les frais le 7 juin à Toulouse, quand il a voulu intervenir au Conseil départemental. D'autres actions de ce type ont eu lieu. La direction répond par des dépôts de plaintes, des interdictions de site à l'encontre de certains agents…

« Nos revendications, c'est le relèvement du point d'indice, avec une augmentation de 200 euros pour le salaire de base, c'est l'abandon du projet de suppression de postes, une augmentation de 2,5 % par niveau, le maintien des astreintes et celui des agences de proximité. »

L'annonce du retrait partiel ou total de l'Etat dans le capital d'Engie est perçue comme une volonté d'accélérer la privatisation de ce secteur. « L'ampleur de la mobilisation est inédite » et pour les responsables de la fédération CGT, « elle va s'inscrire dans la durée ».
D'où l'importance de faire connaître cette lutte, les revendications et les enjeux en termes de défense du service public. C'est, pour nos camarades, un des objectifs dans le travail de solidarité avec les travailleurs de l'énergie.
Correspondance, cellule Rino della Negra (95)

Notes

1 L'opposition organisée à l'installation de ces compteurs ne cesse de grandir chez les usagers. Les raisons sont diverses, mais elles ont un point commun : le refus de la surveillance généralisée des usagers par des sociétés dont le premier objectif est de gagner de l'argent. Présenté comme un moyen technique pour adapter et anticiper la fourniture de courant électrique, en fonction de l'analyse de la consommation, ce compteur accumule toutes sortes de données qui deviennent des informations sur la vie privée des clients, données qui peuvent être vendues par la société qui les collecte, sans que les usagers n'en soient avertis.
Pour les salariés, l'installation de ces compteurs, qui est de plus en plus confiée à des entreprises sous-traitantes, sert de prétexte à la direction pour procéder à des restructurations internes, qui se soldent par des suppressions de postes de travail.

Répression antisyndicale préventive à la RATP

Avec leurs organisations syndicales, les travailleurs ne cessent de résister aux contre-réformes voulues par l'oligarchie. En retour, bien souvent la répression antisyndicale patronale ou de l'Etat s'attaque aux militants-es en pointe. Comme à Air-France, à la Poste ou tout dernièrement dans les collectes d'ordures ménagères ou encore à PSA (voir La Forge de juin 2018).

A la RATP également, où l'avenir de l'entreprise et celui du statut des agents est en passe de suivre la même logique que celle à l'œuvre à la SNCF même si la mobilisation n'a pas réussi à embrayer derrière ou en même temps que celle des cheminots, les militants syndicaux de l'entreprise sont quand même dans la ligne de mire de la direction et directement menacés via la constitution de dossiers disciplinaires.

Alexis Louvet, militant CGT RATP du Centre-Bus RATP de Saint-Denis Pleyel (93), élu au comité d'entreprise du département Bus, vient d'être déféré devant le conseil de discipline le 8 juin. Il a écopé d'un mois de mise à pied !

Une nouvelle fois, il s'agit d'un dossier monté de toute pièce. Le motif invoqué par la direction ? Alexis aurait tenu des propos insultants envers la direction du Centre-Bus dans lequel il travaille et où il milite activement depuis bientôt dix ans.

L'élément factuel sur lequel s'appuie la direction pour formuler cette accusation ? Un message privé diffusé sur un groupe « Whatsapp » (messagerie informatique plus ou moins cryptée) qui aurait été transmis à sa direction par le biais d'un collègue qualifié de « généreux donateur ». Outre le caractère particulièrement déloyal de cette pseudo « preuve », et l'interrogation sur la légalité d'une telle méthode d'accusation, la direction voulait à tout prix sanctionner aujourd'hui, maintenant, Alexis, coûte que coûte pour ses activités syndicales.

Car depuis son entrée à la RATP en 2007, celui-ci n'avait encore jamais été sanctionné, pas même un rappel à l'ordre, ni convocation pour faute relative à la sécurité, à la qualité de service, voire même un relationnel dégradé avec sa hiérarchie avant ce message « Whatsapp ». Il avait pu assumer jusqu'à maintenant ses activités syndicales et de représentant du personnel dans ce qu'on pourrait appeler un cadre « normal » tout en étant un militant actif et pugnace dans la défense des intérêts des travailleurs face à sa hiérarchie.

Mais la RATP, dans le droit fil de ce qui se passe à la SNCF, s'inscrit aussi dans la logique de l'ouverture à la concurrence des transports publics parisiens et, en tout premier lieu, de celle des bus et de lignes du tramway pour 2020/2025.

Dans cette logique, l'Établissement public industriel et commercial (EPIC) RATP ne répondra pas aux appels d'offres de l'ex-Syndicat du Transport d'Ile de France (STIF), mais à ses filiales privées appartenant au Groupe RATP ou à ceux des groupes privés : les Transdev, Veolia, Bouygues et autres Vinci…

Au plus tard, au début 2025, les départements BUS, qui gèrent l'exploitation des lignes et celui de MRB qui concerne la maintenance des bus, seront filialisés soit quelque 16 000 agents (plus du tiers de l'entreprise publique) pour qui la permanence de leur statut est déjà un point d'interrogation.

Le gouvernement et la direction de la RATP sont en train de préparer une série de mesures législatives définissant les modalités de transfert des personnels dans le cadre de cette ouverture à la concurrence. Dans ce projet, comme pour les agents SNCF, les agents de la RATP transférés perdraient leur statut, remplacé là aussi par un « sac à dos » dit social, mais dont personne ne connaît encore le contenu.

Pour nous, cette agression patronale contre notre camarade Alexis, même si elle peut paraître, pour le moment, relativement isolée, est un indicateur de cette répression préventive que la direction de la RATP cherche à mettre en œuvre pour tenter de contenir tout mouvement de contestation de sa politique de démantèlement de la RATP et en premier lieu celle des lignes de bus.

Nombre de militants ne s'y sont pas trompés ce 8 juin, qu'ils soient de la CGT ou de Solidaires, pour accompagner Alexis à ce conseil de discipline.

Parmi eux notamment, les militants de la CGT de la maintenance ferroviaire avec une forte représentation de ceux des ateliers de Massy (91) qui, une nouvelle fois pour une dizaine d'entre eux, sont l'objet de convocation à entretien préalable pour ne pas avoir respecté, du point de vue de la direction, la réglementation à l'occasion de la tenue d'AG de solidarité avec les militants de la CGT cheminots. ★

Correspondance cellule 2e congrès

Ce que nous en retenons

Nous arrivons au terme de notre série d'articles sur Mai 1968. Loin d'avoir été exhaustifs, nous nous sommes concentrés sur les aspects que nous avons jugés importants comme éléments d'expérience pour tous ceux – nombreux – qui se posent aujourd'hui la question d'un changement de société.

Une contestation radicale du système

Pour une frange importante du mouvement, cette contestation de la société était globale. Contestation de l'exploitation capitaliste et des formes qu'elle avait prises à travers le développement de la production de masse. Mais aussi contestation de l'Etat, à travers la dénonciation du « pouvoir personnel » de De Gaule, de sa mainmise sur la presse et l'audiovisuel, de son appareil de répression policier et judiciaire, et toutes ses réformes en faveur de l'oligarchie (comme la loi sur la participation).

Pendant plusieurs semaines, Paris, mais aussi d'autres villes, ont connu des émeutes à caractère insurrectionnel. Dans la jeunesse et la classe ouvrière, beaucoup ont alors compris que la perspective révolutionnaire d'un changement de société ne passerait pas par les élections et n'éviterait pas une confrontation avec l'appareil d'Etat. La violence de la répression a contribué à une prise de conscience, dans une frange importante du mouvement ouvrier et populaire, de la nature de classe de l'Etat.

La classe ouvrière au cœur de l'aspiration à un front révolutionnaire

La vague de grèves et d'occupations d'usines et d'entreprises (magasins, bureaux…) a atteint en 1968 un niveau sans précédent. Démonstration fut faite une nouvelle fois du poids et du rôle de la classe ouvrière dans la société, de sa combativité et de sa capacité à « bloquer » toute la vie économique.

La jeunesse contestataire, étudiante et lycéenne, ne s'y est pas trompée, qui, à quelques exceptions près, n'a cessé de mettre l'accent sur la nécessité de l'unité « ouvriers-étudiants ». Le mouvement syndical et ouvrier s'est mobilisé pour dénoncer les violences policières envers les étudiants et de nombreux étudiants – pas toujours bien accueillis –, ont cherché à apporter leur soutien aux usines occupées. Une des dimensions de ce « front », qui mérite également d'être soulignée, c'est la solidarité concrète apportée par les paysans aux grévistes, notamment dans certaines régions de l'Ouest et l'émergence du mouvement des « paysans-travailleurs ».

Affolement dans le camp de la Bourgeoisie, mais pas de « vacance du pouvoir »

Face à l'ampleur et la radicalité de la contestation, des divisions se sont manifestées au plus haut niveau de l'exécutif. Tenant absolument à ce qu'elles ne soient par débordées et à ce qu'elles puissent contenir le mouvement, Pompidou a rapidement cherché à inviter les organisations syndicales à s'asseoir autour d'une table (au ministère du Travail, rue de Grenelle). De Gaulle a, quant à lui, hésité sur la ligne à tenir. Après avoir « disparu » pendant deux jours, il a repris la main sur le plan politique en décidant de la dissolution de l'Assemblée nationale et de la convocation de nouvelles élections.

La social-démocratie, via Mitterrand ou Rocard (meeting de Charlety), a pu croire à un moment que l'heure était venue pour elle de « prendre le pouvoir », mais ce ne fut pas le cas. Et contrairement à ce que purent penser certains groupes actifs dans le mouvement étudiant, les nombreux comités de grèves et de lutte ne créèrent à aucun moment une situation de « dualité du pouvoir » (comme ce fut le cas en Russie, avec les soviets, après la révolution de février 1917).

L'amorce du déclin du PCF

Lorsque qu'éclata le mouvement de mai - juin 1968, le PCF avait déjà, depuis plusieurs années, initié son virage stratégique. Acquis aux idées khrouchtchéviennes du « passage pacifique au socialisme », il avait troqué la stratégie de la révolution, de l'expropriation des classes dominantes, de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et de la mise en place d'une démocratie prolétarienne, contre une stratégie d'alliance avec la social-démocratie. « Mai 68 » a accéléré cette mutation.

Engagés dans les discussions pour un programme « d'union de la gauche » et estimant que les conditions pour une alternative politique – entendue d'un point de vue strictement électoral – n'étaient pas réunies, il considéra que le mouvement devait s'en tenir aux revendications syndicales. Après les élections du 30 juin, remportées haut la main par le parti de De Gaulle, son activité principale fut de canaliser le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière vers une solution électorale dans le cadre du système. Cette ligne de conduite laissa encore pendant plus de dix ans le champ libre à la droite… jusqu'à ce qu'un gouvernement « d'Union de la gauche » vienne en mai 1981, prendre le relais pour casser les résistances ouvrières et populaires… et que Mitterrand ait accompli son objectif de réduire notablement l'influence électorale du PCF.

C'est à la lumière de ce contexte qu'il faut comprendre la violence des attaques contre les « gauchistes ». Pour De Gaulle, c'était la « chienlit », pour la direction du PCF, c'étaient des provocateurs malfaisants à la solde du pouvoir gaulliste. La révision du marxisme-léninisme par le PCF, le dos qu'il a tourné au programme et à la pratique d'un parti révolutionnaire, a été l'amorce du déclin de son influence dans la classe ouvrière et la jeunesse contestataire. Elle a favorisé l'émergence ou le regain des courants maoïstes, trotskistes ou libertaires. Et tandis que, de leur côté, les critiques se focalisaient sur la « trahison » du PCF, la social-démocratie a pu tirer les marrons du feu.

Le bouleversement du paysage syndical

D'un point de vue syndical, des acquis significatifs furent arrachés. Pas tant au niveau des augmentations de salaires qui furent inégales et très rapidement englouties par l'inflation, mais principalement au niveau des outils collectifs pour la lutte (la section syndicale d'entreprise). Mais pour beaucoup de travailleurs, la reprise fut douloureuse et les occupations se sont encore prolongées longtemps après le « constat de Grenelle ». Cette situation a profité à la jeune CFDT (née quelques années plus tôt d'une rupture avec le syndicalisme confessionnel de la CFTC). Avec un discours et des pratiques qui paraissaient plus ouverts, elle a accueilli beaucoup de nouveaux salariés (jeunes ouvrières, travailleurs immigrés…), mais aussi beaucoup de jeunes militants révolutionnaires qui y trouvèrent un cadre d'organisation plus libre, que leur refusait la CGT. Ils furent très rapidement pris dans la nasse du « recentrage » de la CFDT. « L'autogestion » qu'elle revendiquait (sans remise en cause de la propriété privée des moyens de production et de l'Etat) ouvrit, en effet, très rapidement la voie à un syndicalisme de cogestion et de dialogue avec le patronat et le gouvernement. La ligne politique que le PCF a mis en œuvre à la direction de la CGT en juin et mai 1968 a favorisé l'éclatement syndical et, à plus long terme, la mainmise idéologique de la social-démocratie sur une partie du mouvement syndical.

Le bilan

« Mai 68 » pouvait-il déboucher sur une révolution ? Les « Trente glorieuses » qui n'avaient d'ailleurs été glorieuses que pour quelques monopoles, approchaient certes de leur fin, mais la crise n'avait pas encore le niveau de gravité qu'elle atteindrait quelques années plus tard. Toutes les marges de manœuvres que la bourgeoisie française recherchait dans le néo-colonialisme et dans la construction européenne étaient loin d'être épuisées. Le pouvoir gaulliste était usé, mais de Pompidou-Giscard à Mitterrand, l'oligarchie avait encore sous le coude de nombreuses cartes de rechange disponibles. Et surtout, il manquait un parti véritablement communiste pour diriger le mouvement de masse vers une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste. Les conditions n'étaient donc pas réunies pour que les grands espoirs dont était porteur « Mai 68 » puisent déboucher sur une crise révolutionnaire. « Ceux d'en haut » avaient encore des réserves, et à « ceux d'en bas », il manquait un parti communiste marxiste-léniniste, avec des liens solides dans la classe ouvrière et les masses populaires, doté d'un programme et d'une tactique révolutionnaires.

Le PCF « révisionniste » et la social-démocratie, dans toutes ses tendances, ont alors pu se partager les rôles pour dévoyer les tendances révolutionnaires qui s'étaient exprimées au cours du printemps 1968.

Mais pour les révolutionnaires et les communistes, il reste un acquis majeur de ces deux mois exceptionnels : en redonnant confiance dans la classe ouvrière et en faisant comprendre la nécessité

et la possibilité d'une révolution socialiste, ils ont contribué à faire surgir toute une génération de communistes et de révolutionnaires. C'est de ce bilan, et de cette filiation marxiste-léniniste, que se revendique notre parti qui se bat pour la révolution socialiste et la construction d'un front populaire révolutionnaire pour la gagner. De ce bilan, pourront également se revendiquer tous les jeunes révolutionnaires d'aujourd'hui que nous appelons à nous rejoindre ! ★

Conférence internationale des partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe

Renforcement de l'unité et du travail en commun

Les partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe ont tenu leur conférence annuelle, en juin à Paris. Les discussions et les décisions prises ont été marquées par un niveau élevé d'unité politique et idéologique qui se construit d'année en année à travers ces rencontres et la mise en œuvre des tâches décidées collectivement. La plupart de ces organisations ont participé au meeting du 11 novembre, à Paris, pour célébrer le 100e anniversaire de la révolution socialiste d'Octobre. Ce moment de réaffirmation collective de la nécessité et de la possibilité, aujourd'hui, du combat pour la transformation révolutionnaire de la société, pour la révolution socialiste, a sans conteste renforcé les convictions de chacun des partis et organisations qui y ont participé et leur volonté de travailler concrètement ensemble, de s'épauler et de mener des batailles communes.

C'est avec lucidité et esprit de responsabilité que cette conférence a traité de deux grandes questions qui sont à l'ordre du jour dans chacun de nos pays et au niveau international. Il s'agit, d'une part, du développement de courants politiques et idéologiques réactionnaires, qui prétendent parler au nom du peuple et qui, pour certains, les dressent ouvertement les uns contre les autres. A partir de l'expérience concrète des camarades d'Italie qui sont confrontés au phénomène « 5 Etoiles », un populisme de droite, qui gère aujourd'hui les affaires du pays avec un parti fasciste et xénophobe, ou celle des camarades d'Espagne, qui sont confrontés au phénomène « Podemos », un populisme de gauche. La discussion a permis d'avancer dans l'appréciation des différentes formes de populisme qui se sont développées notamment en Europe. C'est une réflexion qui va se poursuivre.

L'autre grande question est celle du combat contre la politique de guerre des puissances impérialistes, de l'Otan et de l'UE, avec une échéance concrète, celle du sommet de l'Otan, en juillet à Bruxelles. Nous avons beaucoup développé les objectifs de la « politique européenne de défense », qui est à la fois complémentaire de l'Otan et qui en même temps traduit la volonté des grandes puissances – l'impérialisme allemand et l'impérialisme français, de développer leur industrie d'armement et des moyens militaires qui soient autonomes de l'impérialisme US. Les camarades du Danemark et de Norvège ont, quant à eux, expliqué la militarisation des pays nordiques, en relation directe avec l'aiguisement des contradictions entre l'impérialisme US et ses alliés et l'impérialisme russe. L'aspect principal de cet échange, c'est la prise en compte du développement des mouvements populaires d'opposition à la militarisation, à la montée des tensions et à la construction d'une UE militariste et impérialiste. Cette opposition se traduit par divers mouvements, en fonction des réalités de chaque pays, mais elle tend à se retrouver dans un certain nombre de thèmes et de combats communs. Les partis et organisations marxistes-léninistes développent dans ce domaine une importante activité et la discussion et les décisions prises, vont permettre de renforcer la coopération entre nous et de mettre en avant la question de la solidarité internationale, de la lutte anti-impérialiste et le soutien aux mouvements de résistance au niveau européen et mondial.

Nous avons également fait un tour d'horizon des autres aspects de la situation du mouvement ouvrier et populaire dans nos pays respectifs et sur le travail développé par chacun de nos partis et organisations. Ces exposés ont permis de mettre en lumière l'importance des mobilisations de travailleurs et des milieux populaires, autour de la défense des services publics, qu'il s'agisse de l'éducation, du transport, ou de la santé…

Il est clair que les gouvernements suivent tous des politiques néolibérales visant à réduire les moyens en hommes et en ressources matérielles et financières dans les secteurs sociaux, à ouvrir le maximum de ces secteurs à la concurrence, à travers notamment des privatisations ou des mécanismes de sous-traitance, à développer le travail précaire et à accroître la flexibilité, pour renforcer l'exploitation des travailleurs. On assiste à un vaste mouvement de nivellement vers le bas, y compris dans les pays sans cesse cités en exemple de « modèle social le plus avancé ». C'est pourquoi, il est important à la fois de faire connaître au niveau international les mobilisations qui se développent dans les différents pays et de favoriser l'expression de la solidarité, notamment au niveau syndical.

C'est une des tâches que nous devons prendre davantage en mains. ★

Communiqué

Solidarité internationale contre la réaction et la politique de guerre et d'austérité de l'impérialisme

Les partis et organisations marxistes-léninistes d'Europe ont tenu avec succès leur conférence annuelle, à Paris, en juin 2018.

L'analyse collective de la situation actuelle en Europe et l'échange des expériences ont mis en lumière deux principales tendances :

En premier lieu, les Etats impérialistes se livrent une concurrence de plus en plus féroce et multiplient les foyers de te nsion dans le monde.

La politique de guerre de plus en plus affichée s'accompagne de la militarisation des sociétés. Il y a toujours plus d'argent pour les armes et pour les guerres et de moins en moins d'argent pour les besoins sociaux des masses populaires.

Il est urgent de dénoncer et de combattre cette politique dans chaque pays et au niveau international, en mobilisant les travailleurs et les peuples contre l'Otan et la « politique de défense européenne », la militarisation de la société et l'augmentation des budgets de guerre, contre le développement des opérations militaires des armées d'Europe au Moyen-Orient et en Afrique.

Il est important de soutenir l'opposition croissante des peuples des pays nordiques contre la transformation de cette zone stratégique en champ de bataille entre les USA, l'Otan et l'UE d'une part, et la Russie de l'autre.

Il est nécessaire de développer l'opposition aux politiques militaires des USA, de l'Otan et de l'UE dans tous les pays européens, pour le retrait des bases US et des bombes nucléaires et pour la dissolution de l'Otan.

Les partis et organisations marxistes-léninistes travaillent au succès des mobilisations contre le prochain sommet de l'Otan à Bruxelles et dans les différents pays et à la coordination internationale des combats contre les politiques de guerre et leurs instruments.

Une autre question importante a été au cœur des discussions, à savoir le développement de mouvements populistes, leur nature et leurs objectifs.

Prenant en compte la grande variété de formes de ce phénomène et les différences entre le populisme de droite et celui de gauche, les partis et organisations marxistes-léninistes ont engagé une discussion globale qui sera approfondie. (…)

Ce phénomène [le populisme -ndlr] s'inscrit dans l'offensive de la réaction pour dévier l'opposition croissante de secteurs importants contre la politique de l'oligarchie, pour maintenir cette contestation dans le cadre du système capitalisme impérialiste et pour empêcher le développement d'une conscience de classe révolutionnaire.

La Conférence a également exprimé sa solidarité avec le combat du peuple palestinien, condamnant la brutale répression de l'Etat sioniste d'Israël contre la population de Gaza et le soutien de l'impérialisme US et des autres Etats impérialistes au criminel de guerre Netanyahu.

La Conférence soutient le combat des forces progressistes et révolutionnaires en Turquie qui s'opposent au projet d'Erdogan d'instaurer un régime autocratique dictatorial qui renforce l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des peuples de Turquie et l'oppression et la guerre contre les Kurdes.

Elle apporte également son soutien aux luttes des travailleurs qui se développent dans plusieurs pays, comme celle des cheminots en France et celle des travailleurs des services publics, dans plusieurs pays, en particulier au Danemark.

La Conférence a renforcé l'unité politique et idéologique et l'esprit internationaliste des partis et organisations, sur la base des principes marxistes-léninistes et de leur objectif commun : la lutte pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Conférence Internationale des Partis et Organisations Marxistes-Léninistes d'Europe, membres de la CIPOML :

Parti Communiste d'**Albanie** ; Organisation pour la Construction du Parti Communiste des Travailleurs d'**Allemagne** ; Parti Communiste des Ouvriers du **Danemark** – APK ; Parti Communiste des Ouvriers de **France** - PCOF ; Mouvement pour la Reconstruction du Parti Communiste de **Grèce** (1918 – 1955) ; Plate-forme Communiste – pour le Parti Communiste du Prolétariat d'**Italie** ; Organisation Marxiste-Léniniste *Revolusjon* de **Norvège** ; Parti Communiste d'**Espagne** (Marxiste-Léniniste) - PCE (m-l) ; Parti du Travail de **Turquie** - EMEP. ★

Tour d'horizon de la mobilisation ouvrière et populaire en Europe

Les médias ne parlent à chaque sommet européen que de l'éclatement imminent de l'UE sur fond de « crise des migrants », de montée des nationalismes et des populismes.

Il n'est pratiquement jamais question des mouvements de lutte des travailleurs, des mobilisations ouvrières et populaires, de la jeunesse, dans les différents pays de l'UE. Et pourtant, au moment où les cheminots étaient en grève en France, leurs collègues portugais s'opposaient eux aussi par la grève à une réforme visant à supprimer l'agent d'accompagnement des trains. Une mesure destinée à faire des économies au détriment des travailleurs et de la sécurité des voyageurs et qui s'inscrit dans la même logique de « libéralisation » du transport ferroviaire et l'ouverture généralisée à la concurrence. De la même façon, des mobilisations se développent dans plusieurs pays de l'UE contre la militarisation des économies et des sociétés, autour d'un mot d'ordre qui se comprend partout : de l'argent pour l'éducation, la santé, pas pour la guerre, pas pour les marchands de canons.

Les partis et organisations qui ont participé à la conférence de juin ont donné des éléments sur la situation politique et sociale et sur leur travail au sein de la classe ouvrière, dans la jeunesse et dans les milieux populaires. Ce sont quelques-uns des éléments qu'ils ont exposés que nous reproduisons ici.

Danemark

Le mouvement des travailleurs de la fonction publique est l'élément marquant de la fin 2017 et de ce printemps 2018, un mouvement qui a mis des dizaines de milliers de travailleurs dans la rue, dans la grève et les manifestations (cf. La Forge de Mai). Côté patronat, gouvernement et collectivités locales, l'objectif était de remettre en cause les conventions collectives et d'affaiblir le mouvement syndical dans un secteur, la fonction publique, qui emploie un tiers des salariés du pays. La mobilisation a pris un caractère de masse, créant autour des travailleurs un large mouvement de soutien dans la population. Il s'est étendu à tout le pays et dans toutes les villes et les villages.

Un des acquis importants, c'est qu'une nouvelle génération de travailleurs a fait l'expérience de la force de l'organisation et de la lutte syndicale : ce sont des centaines de militants jeunes qui se sont formés dans cette bataille.

Le parti y a joué un rôle actif, notamment à travers des cadres qui ont dirigé la mobilisation sur le terrain et à travers le site internet qui donnait des infos quotidiennes sur la mobilisation et des orientations pratiques pour le mouvement. Ce moyen a permis aux camarades de s'adresser directement à des centaines de travailleurs, directement, et de gagner, de ce fait, de l'autorité.

C'est dans ce contexte que le parti frère a tenu son 7e congrès. Dans la déclaration qui a rendu compte des travaux et des orientations, la direction insiste sur l'objectif de poursuivre le travail interne pour « révolutionnariser tout le parti », de renforcer son travail dans la classe ouvrière, pour recruter des ouvriers au parti et dans la jeunesse ouvrière. Il insiste dans sa propagande sur la question du socialisme, « une alternative possible ».

Allemagne

De l'analyse de la situation faite par les camarades, il ressort que la gauche en Allemagne est plus divisée qu'avant et que la venue de l'AfD au Parlement a changé le climat politique dans le pays, avec une forte propagande contre les réfugiés et une droitisation générale des positions politiques de tous les partis, même à gauche.

La coalition au gouvernement – CDU, CSU et SPD – est fragile. Aucune des formations ne tire de bénéfice de cet attelage : le SPD continue à perdre de l'influence et l'alliance traditionnelle CDU (le parti de Merkel) et CSU (essentiellement présente en Bavière) étale ses divergences, notamment sur la politique d'immigration. Par contre, toutes soutiennent la politique militariste impulsée par Merkel, qui veut augmenter le budget de l'armement pour aller vers la barre des 2 % du PIB.

Le début de l'année a été marqué par plusieurs mouvements importants dans la fonction publique, sur les salaires, les conditions de travail. Les résultats sont en-deçà du niveau de combativité qui s'est manifesté alors.

Nos camarades se fixent deux terrains principaux de travail : l'implantation dans la classe ouvrière et le renforcement du travail dans le mouvement contre la militarisation, pour la paix, contre la politique de défense européenne. Le 10 novembre 2018, ils organisent un meeting à Francfort pour le 100e anniversaire de la Révolution en Allemagne, qui sera axé sur la question de la nécessité et de la possibilité de la révolution aujourd'hui, sur la question de la lutte contre l'opportunisme et le révisionnisme et sur la nécessité du Parti.

Espagne

La question de la Catalogne est loin d'être réglée et elle a des prolongements au niveau international, à travers la polémique autour du sort des dirigeants nationalistes catalans qui vivent dans d'autres pays de l'UE et dont le gouvernement de Rajoy demandait l'extradition.

Le gouvernement du PSOE, qui vient de se mettre en place, a refusé la demande de Podemos d'avoir des ministres. Si le PCE (m-l) « salue la chute du gouvernement Rajoy », il poursuit son combat pour la liquidation de l'héritage du franquisme, pour l'arrêt des poursuites contre ceux qui luttent, la libération des prisonniers politiques, le combat qu'il a commencé dès 1964, pour se débarrasser de la monarchie mise en place par Franco, car sans cela, il ne peut y avoir de gouvernement démocratique en Espagne.

Le parti impulse la mise en place de « comités populaires pour une consultation populaire » sur la question : République ou Monarchie.

Un axe important du travail du parti est celui du travail dans le mouvement syndical. Il s'agit notamment de combattre l'influence de l'aristocratie ouvrière, à la tête des syndicats, qui fait fuir les travailleurs, ce qui a pour conséquence, une baisse des effectifs syndiqués.

L'organisation de jeunesse, la JCE (m-l), est en voie de consolidation et gagne par ses activités des jeunes – de 16 à 18 ans, qui vont notamment se retrouver lors d'un camp d'été en juillet. (1)

Italie

Le dernier numéro de *La Forge* s'est fait l'écho de l'analyse des élections, suivies de la mise en place d'un gouvernement de coalition entre le mouvement populiste « 5 Etoiles » et le parti fascisant et xénophobe, « La Ligue du Nord ».

La majorité des ouvriers avancés n'a pas participé aux élections, dans un pays où le chômage et la précarité se sont accrus et où les inégalités sociales se sont considérablement creusées, y compris entre les régions du Nord, base électorale et sociale de la Ligue du Nord, et celles du Sud, qui sombrent dans la misère et qui ont majoritairement voté pour le parti « 5 Etoiles ».

L'insatisfaction des larges masses s'est manifestée sous trois formes : un taux très élevé d'abstention, la victoire électorale du mouvement populiste « 5 Etoiles » et la montée de la Ligue du Nord, qui a largement dépassé le parti de Berlusconi.

Les résultats des partis de gauche sont dérisoires : celui qui se présente comme « le parti de Mélenchon » a fait 1 %, l'ex-PCI 3 %...

L'oligarchie a mis en place le gouvernement Comte, avec un programme qui est déjà revenu sur plusieurs mesures et promesses démagogiques qu'avait fait le mouvement populiste pour gagner des voix dans les milieux populaires.

Les camarades ont fait campagne pour une « abstention active », aucune des forces de gauche n'ayant voulu faire une alliance. Ils développent une intense activité dans le mouvement ouvrier, en direction des secteurs avancés, pour développer la politique de front unique de la classe ouvrière, contre les manœuvres de division, pour l'unité d'action à la base, pour avancer dans le processus pour la création du parti communiste.

Les camarades sont également présents dans le mouvement anti-guerre, anti-Otan et anti-UE qui gagne en vitalité. Dans ce mouvement, composé de nombreux groupes locaux, différents courants politiques et idéologiques sont actifs. Un de leurs points communs est la dénonciation de l'impérialisme US, de l'Otan, de leurs bases installées en Italie et l'alignement des gouvernements italiens. Les camarades mettent en garde contre les positions « pro-Russie » ou « Pro-Poutine » qui agissent ouvertement ou indirectement, car elles sont un obstacle à l'élargissement du mouvement contre la politique de guerre, dans les milieux populaires. ★

(1) - Nous tenons à saluer la parution toute récente du livre du camarade Raul Marco, *Rafagas y retazos de la historia del PCE (M-L) y el FRAP*, en espagnol. Ce n'est pas qu'un livre sur l'histoire du parti frère. C'est un livre qui replace le combat pour la défense du Parti communiste, du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien dans son contexte historique et qui en tire sans cesse des réflexions et des enseignements pour le combat d'aujourd'hui.

Ni Otan, ni défense européenne

Mi-juillet, les représentants des Etats membres de l'Otan vont tenir un nouveau sommet à Bruxelles, dans le quartier général de cette alliance militaire créée et dirigée par l'impérialisme US. Cette rencontre à laquelle Trump devrait participer, se tient dans un contexte de tensions entre les USA et un certain nombre de leurs alliés, notamment en Europe.

Une fois encore, « Trump ne sera pas le bienvenu », ni à Bruxelles, ni ailleurs, où des manifestations sont prévues notamment le week-end du 7 et 8 juillet.

La coopération européenne en matière de défense

En France, les questions de la « défense » sont de plus en plus posées en termes de renforcement de la coopération européenne, en premier lieu, dans le domaine de la conception et de la production des systèmes d'armements, dans celui de leur « interopérabilité » – autrement dit, tout ce qui contribue à ce que les types d'armes des différents Etats de l'UE puissent être utilisés de façon coordonnée, et même dans la formulation d'une doctrine commune, quant à leur emploi. Cela signifie, se préparer à participer de façon coordonnée à une guerre et ne pas se limiter à défendre principalement un territoire. Ne pas envisager cette coopération uniquement dans le cadre de l'Otan, mais d'avancer vers une « autonomie » européenne. Pour cela, l'accent est mis sur le renforcement des coopérations industrielles et technologiques pour permettre l'émergence de pôles européens, dans le domaine de l'armement terrestre (notamment les chars), dans celui des avions, des missiles et des satellites et celui de la construction navale.

En clair, cela signifie que les dirigeants politiques et militaires, les responsables des grands groupes du complexe militaro-industriel, poussent à ce que **la « politique de défense » devienne une politique d'intégration toujours plus poussée au sein de lUE**, du moins entre les Etats dont les gouvernements partagent cette vision.

Le moteur de cette « intégration » est explicitement désigné : c'est l'impérialisme français et l'impérialisme allemand et leurs monopoles respectifs, avec une division internationale du travail qui se dessine, associant d'autres pays, au cas par cas, autour de projets de grande ampleur.

C'est ainsi que la conception et la production des futurs chars est confiée à un duopole franco-allemand, Nexter-KMW qui en sera le maître d'uvre. L'avion de nouvelle génération autour de l'alliance Dassault-Airbus, la construction de navires de guerre à l'alliance Fincantieri (Italie) et Naval group (France). Cette coopération ne sera pas « fermée » aux entreprises britanniques, même avec le « Brexit » : les liens entre les entreprises françaises et britanniques dans le domaine de l'aviation (moteurs) et des missiles ne peuvent pas être remis en cause, d'autant que cette coopération technologique et industrielle est au service d'une longue pratique d'interventions militaires communes, au Moyen-Orient, en Afrique, comme on l'a notamment vu dans la guerre de Libye.

Ce sont de grands projets « structurants », autour d'une poignée de monopoles qui associeront le grand nombre de PME très spécialisées qui existent dans le domaine de l'armement. La ministre Parly plaide systématiquement pour le renforcement de la coopération européenne dans le domaine de la défense et pour une restructuration de cette branche pour non seulement équiper les armées des pays européens mais aussi gagner des marchés au niveau mondial.

Macron justifie cette politique, dans laquelle il veut jouer un rôle de premier plan au niveau européen, par trois types d'arguments. Le premier, est celui de la nécessité de pallier une éventuelle défection des USA, notamment en Europe, face à la Russie. C'est pourquoi, il insiste sur le caractère complémentaire de la politique de défense européenne avec celle de l'Otan. Le deuxième argument, est celui de la nécessité de considérer le phénomène des grandes migrations comme une menace pour la sécurité de l'UE, ce qui justifierait la militarisation des frontières de l'UE, notamment en Méditerranée. Enfin, c'est une possibilité de développement pour les monopoles du complexe militaro-industriel français.

Ces questions vont être discutées lors du contre-sommet de l'Otan, le dimanche 8 juillet, à Bruxelles.

Nous publions ci-dessous des extraits d'une importante déclaration de collectifs qui luttent dans les pays nordiques contre la guerre, contre l'Otan, pour la paix et la solidarité internationale. Elle apporte beaucoup d'éléments concrets qui montrent comment cette vaste région est devenue un terrain d'entraînement des troupes US et de l'Otan dans la préparation d'une guerre avec la Russie. ★

Stop au réarmement des pays du Nord de l'Europe

Extraits d'une déclaration soutenue par plus de 25 collectifs du Danemark, Suède, Finlande, Norvège. (Texte complet traduit par nos soins, sur notre site)

La paix ne se gagne que par des moyens pacifiques

Tous les pays du Nord de l'Europe sont en train d'être réarmés sous la houlette de l'OTAN. C'est ce qui accroît le danger de guerre. Au dernier sommet des ministres de la défense de l'OTAN, en novembre 2017, des décisions menaçant sérieusement la paix ont été prises.

Deux nouveaux centres de commandement en voie d'installation

Un centre de commandement Atlantique va être créé pour prendre le contrôle de l'Atlantique et de l'Arctique. En Norvège, des bases pour les marines US sont en cours de construction. L'aéroport de Rygge près de Moss est agrandi pour servir de base à l'US Air Force en cas de conflit. En 2016, Keflavik en Islande est devenue une base militaire US.

Un centre de commandement logistique va assurer une liberté totale de mouvement à l'OTAN, à travers toute l'Europe. Les infrastructures sont considérées comme une priorité militaire dans la préparation à la guerre. En coopération avec l'UE, les systèmes de transport, d'énergie et de communication ainsi que la législation sont en train d'être adaptés à une situation de guerre. La présence de soldats américains à l'aéroport d'Arlanda donne une indication claire de ce développement. (…)

Des chasseurs F-35 et des armes nucléaires

Les premiers chasseurs F-35 sont arrivés en Norvège et sont basés à Ørland, Trøndelag. Dans quelques années, les chasseurs F-35 seront également basés au Danemark à l'aéroport militaire de Skrydstrup, près de la frontière allemande. La Finlande envisage également d'acheter des chasseurs F-35. Avec ces avions de chasse, les pays du Nord sont en possession d'une arme offensive, capable de transporter des bombes nucléaires et des missiles de croisière. (…) Les armes nucléaires sont modernisées et coûtent d'énormes sommes d'argent. C'est la même chose aux États-Unis, en Russie et au Royaume-Uni. En janvier 2017, le président Trump a donné à son ministre de la défense, Mattis, des directives pour le « Nuclear Posture Review » (NPR). Le NPR doit être considéré comme le document le plus dangereux du monde, rendant la possibilité d'une guerre nucléaire plus tangible en abaissant le seuil d'utilisation des armes nucléaires. Maintenant, on parle de l'utilisation réelle des armes nucléaires – aux États-Unis ainsi qu'en Russie. (…)

La militarisation de la mer Baltique et des pays baltes

(…) Une force entièrement équipée de 4 000 soldats prête à être utilisée dans les pays baltes est en cours de mise en place. Le Danemark a été désigné comme lieu de rassemblement des troupes de l'OTAN en cas de guerre avec la Russie. Une force de 20 000 soldats sera mobilisée pour sauvegarder la logistique. Le Danemark a également lancé un satellite pour surveiller le trafic en mer et dans les airs dans l'Arctique. À partir de 2018, les troupes danoises seront stationnées en permanence en Estonie. (…)

Le 11 décembre 2017, le Conseil de l'Union européenne a décidé d'établir une coopération structurée permanente dans le domaine de la défense (PESCO). L'objectif est de développer une capacité de défense commune et d'investir dans des projets communs. Les pays s'engagent à réarmer. PESCO contribue à la militarisation de l'UE. Les pays membres participants sont au nombre de 25, dont la Suède et la Finlande. (…)

Protestation contre le réarmement militaire des pays nordiques lors de l'exercice militaire « Trident Juncture » en Norvège, en 2018

En 2018, la Norvège sera le pays hôte d'un grand exercice militaire sous l'égide du « Trident Junction 18 » de l'OTAN. 35 000 soldats de 30 pays, 150 avions de combat et 70 navires y participeront. L'exercice aura lieu non seulement en Norvège mais aussi en Suède, en Finlande, en Islande et dans la Baltique. Le scénario envisagé est que l'un des pays nordiques soit attaqué par la Russie.

Nous devons nous unir contre les préparatifs de guerre de l'OTAN. Ensemble, nous devons protester contre les exercices militaires et le réarmement. Le réarmement est financé par les budgets sociaux et nous menace tous du danger et de la folie d'une guerre nucléaire. Nous soutenons également l'appel à protester dans toutes les capitales européennes lors du sommet de l'OTAN du 11 juillet prochain. ★

Burkina-Faso - Grèves dans la Fonction publique

Mobilisations contre les « prédateurs et assassins des libertés publiques »

« *Nous sommes sur la bonne voie* » : fort du soutien de l'impérialisme français et de l'UE, Simon Compaoré, ex-ministre de la sécurité intérieure et nouveau président par intérim du Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), s'est récemment félicité des réussites du gouvernement dans la gestion de la crise du système néocolonial burkinabè.

C'est vite dit, alors que quelque 9 000 travailleurs de la fonction publique viennent à peine de suspendre une grève de plusieurs semaines. Ces grèves nombreuses et fréquentes dans tous les secteurs d'activité de l'Etat, ont de forts impacts. La Chambre de commerce et d'industrie du Burkina a parlé d'une « *situation de quasi-paralysie* » : difficultés d'enregistrements des marchés publics et des contrats, de dédouanement des marchandises, d'approvisionnement des entreprises, de paiement des factures fournisseurs, d'encaissement des impôts et de la TVA…

Leur motif immédiat : un projet de remise à plat du système de rémunération des agents de l'Etat porté par la ministre de l'Economie et des Finances, Rosine Sory-Coulibaly. Pour mener cette réforme, le MPP est allé la chercher au PNUD où elle exerçait un poste de fonctionnaire international, tout comme le Premier ministre Paul Kaba Thiba venu, lui, directement de la BCEAO (1). Les arguments avancés sont la lutte contre les passe-droits et la nécessité d'un même traitement pour tous, ministres, militaires, personnels de justice… Ils peuvent avoir un certain écho dans un pays rogné par la corruption des hauts fonctionnaires, situation que la coordination des syndicats de la Fonction publique décrit ainsi :

« *Parallèlement au maintien de la quasi-totalité des agents de l'Etat dans la précarité et la misère, les différents gouvernements du régime mafieux et criminel de Blaise Compaoré ont développé de nombreux moyens légaux et illégaux pour mettre à l'abri du besoin, voire dans un luxe insultant, ses dignitaires, mais aussi assurer les moyens de survie des travailleurs de certains secteurs ou catégories professionnelles pouvant inquiéter la stabilité du système. C'est ainsi que se sont développées les prestations des médecins dans les cliniques privées, les vacations des enseignants dans les établissements secondaires et supérieurs privés au détriment du quantum horaire au public, les consultations privées par les cadres de l'Etat en activité, les fonds communs, les statuts autonomes pour les magistrats, les policiers, les universitaires, etc. C'est la modicité générale des salaires qui a permis et justifié ces dispositifs que le nouveau pouvoir du MPP a reconduits.* »

Derrière cette justification, il y a d'autres motifs moins avouables : certainement quelques règlements de compte au sein de la haute fonction publique et du personnel politique, mais aussi et surtout des économies à faire sur le dos de tous les travailleurs de la Fonction publique. Forte de son expérience de financier et prédateur international, Rosy Sory-Coulibaly veut imposer une étape supplémentaire à l'entreprise déjà ancienne de mise à sac de tous les services publics et sociaux et en particulier des plus sensibles pour la population, ceux de la santé, de l'éducation, de l'agriculture…

Il ne peut pas en être autrement tant que le pays reste soumis au pillage impérialiste et au diktat des institutions financières internationales.

La preuve, s'il en fallait une, c'est l'acharnement que mettent les remplaçants de Blaise Compaoré à réprimer les résistances populaires. Outre la remise en cause du droit de grève des fonctionnaires, le Mouvement Burkinabé pour les Droits de l'Homme et des Peuples dénonce les pressions sur certains syndicats et la forte présence policière pour empêcher les sit-in devant le ministère de l'Economie, la répression sanglante d'une manifestation des populations de Béguédo, revendiquant un meilleur accès à l'énergie et l'inculpation de l'activiste Naïm Touré suite à une publication sur sa page Facebook…

Le pouvoir essaie d'opposer les travailleurs du public au reste de la population, mais leurs luttes qui s'opposent au pillage des richesses nationales et à leur accaparement par la bourgeoisie locale n'ont rien de corporatistes. Sachant le rôle que jouent les entreprises et l'Etat français dans le maintien de l'assujetissement néocolonial du Burkina, nous ne pouvons que saluer les luttes des syndicats burkinabè. Prédateurs et soldats français hors du Burkina ! ★

(1) Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

La grève de plusieurs semaines des travailleurs du ministère de l'Economie et des finances, s'inscrit dans une série de mobilisations qui n'ont jamais cessé depuis l'insurrection populaire qui a chassé Blaise Compaoré, le 31 octobre 2014. Elles touchent tous les secteurs de la fonction publique : les enseignants, que nous voyons nombreux à manifester sur cette photo prise lors de la marche du 10 janvier 2018. Mais aussi les personnels de la santé, autre secteur particulièrement saccagé par les Plans d'Ajustement Structurel et la Réforme Globale de l'Administration Publique dans les années 1990. Depuis, ce sont non seulement les fonctionnaires qui en ont payé le prix fort avec des suppressions de postes, des départs anticipés à la retraites et une baisse générale des salaires, mais aussi, bien sûr, la population.

Maroc

Solidarité avec la lutte du peuple du Rif

Le 28 octobre 2016, Mouhcine Fikri, un jeune vendeur de poissons, était broyé par une benne à ordures dans laquelle des policiers avaient jeté sa marchandise. Cela s'est passé près de Al Hoceima la capitale de la région du Rif marocain, une région particulièrement délaissée par les autorités marocaines qui la considèrent comme un foyer de contestation, qu'elles ont toujours voulu mater par la force.

Sitôt connue, cette mort atroce liée au climat de répression policière qui règne dans le Rif, a mis des milliers de personnes dans les rues de toutes les villes de la région, un mouvement qui s'est étendu à l'ensemble du pays. Pendant des mois, les manifestations se sont succédé et, à chaque fois, les autorités ont répondu par la répression. Mais devant l'ampleur du mouvement, elles ont dû reconnaître qu'il y avait des problèmes économiques et sociaux et le roi, potentat au pouvoir sans limite, a essayé de se défausser sur quelques responsables locaux. Mais rien n'a été fait pour sortir la région de la misère.

Le mouvement populaire du Rif connu sous le nom de « Al Hirak » a continué malgré la répression féroce. En juillet 2017, le régime marocain faisait arrêter 50 militants, dont le leader incontesté, Nasser Zefzafi, et plusieurs journalistes. Alors que les manifestations, essentiellement pacifiques, se poursuivaient, les détenus étaient transférés à Casablanca, loin de leurs familles et du Rif. A partir de là, ils ont subi toutes sortes de brimades, d'humiliations et même des actes de torture que les autorités ont toujours refusé non seulement de reconnaître, mais même d'enquêter. Pendant près d'une année, ils ont été soumis à une parodie de justice, avec un procès qui n'en finissait pas, organisé et dirigé de bout en bout dans un seul but : les condamner.

Le 26 juin, la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca prononçait de très lourdes condamnations, allant jusqu'à vingt ans de prison. Les chefs d'inculpation vont de l'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, à l'accusation de meurtres, de vols, etc. Même les journalistes qui ont couvert le mouvement, ont été condamnés au même titre que les autres inculpés.

Ces condamnations ont immédiatement provoqué des réactions, des mobilisations, dans le Rif et dans tout le pays, ainsi que dans des pays comme l'Espagne ou la France, où vivent des milliers de Marocains. *« Nous avons fermement condamné les lourdes et iniques peines infligées aux militants et dirigeants du mouvement de lutte du Rif. Par ailleurs, partout au Maroc, des sit-in et des marches sont organisés pour condamner ces peines. Des partis de gauche, dont la Voix Démocratique et des mouvements ont appelé à une marche nationale le dimanche 8 juillet à Casablanca. »* Ces quelques lignes nous ont été envoyées par les camarades de la Voix Démocratique.

Comme le dénoncent les organisations de défense des droits de l'homme, c'est le « retour aux années de plomb », où toute contestation sociale était bâillonnée et réprimée.

Nous tenons à exprimer notre solidarité avec le mouvement populaire du Rif, avec les organisations qui se battent pour la libération des prisonniers politiques (ils sont 500, arrêtés dans le Rif), la levée de ces condamnations et la satisfaction des exigences sociales et culturelles de la population du Rif. ★

Campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers d'Israël

Amplifier la délégitimation d'Israël

Depuis le lancement de la campagne, il y a 4 mois, nous nous sommes régulièrement fait l'écho dans notre journal et sur notre site, de son avancée. Les pétitions continuent à remonter, en particulier des villes où les camarades du parti et l'organisation de Femmes Egalité ont pris les choses en mains. Mais nous sommes encore loin de l'objectif de 10 000 signatures que nous nous sommes fixé. La mise en ligne de la pétition sur le site dédié à la campagne est un pas important pour élargir la mobilisation, notamment dans les endroits où nous ne sommes pas présents. Tout comme la mise à disposition du diaporama, qui peut et doit servir d'outil pour organiser des réunions d'information et de mobilisation autour de la campagne. Mais la pétition comme le diaporama ne sont que des outils au service de la campagne et sans les « ouvriers » pour les manier, celle-ci ne pourra aboutir. Pour ce faire, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, **il faut que dans cette campagne s'engagent des forces allant bien au-delà des organisations et personnes déjà sensibilisées à la question palestinienne**, à savoir des secteurs susceptibles d'adhérer à cette campagne, en particulier ceux directement concernés par la question des enfants, de la justice, de la santé mentale, de l'éducation, qui chacun à leur niveau peuvent intervenir au sein de leurs instances, auprès du gouvernement…

La tournée en France à l'automne d'une délégation composée d'un jeune ayant connu la prison et/ou parent d'enfant prisonnier aux côtés de l'association Addameer est une importante contribution au développement de la campagne et doit servir de tremplin pour prendre contact et entraîner des organisations et associations non encore impliquées dans la campagne. Mais pour que les organisations signataires puissent jouer pleinement leur rôle de maîtres d'œuvre, il faut qu'elles en comprennent l'enjeu et les objectifs.

Nous l'avons dit à plusieurs reprises, cette campagne n'est pas un « prétexte » à la dénonciation de la politique répressive d'Israël, ni une campagne de plus. Elle a un objectif précis : la libération de tous les enfants détenus dans les prisons israéliennes. Objectif ambitieux qui suppose la constitution d'un rapport de force dans l'opinion mais aussi au plan politique, au niveau national et international. C'est à la construction de ce rapport de force qu'il faut travailler. En complémentarité avec la dénonciation de blocus de Gaza, de la poursuite de la colonisation, de la répression, de l'emprisonnement de milliers de résistants et des agressions de l'armée israélienne, cette campagne doit contribuer concrètement à délégitimer Israël à travers sa politique d'emprisonnement des enfants. Elle constitue un angle d'attaque pour démonter la propagande sioniste sur le caractère « démocratique » de l'Etat d'Israël, qui autorise l'emprisonnement d'enfants palestiniens de 12 ans pour un jet de pierre, en violation de toutes les conventions internationales, et en premier lieu de la convention des droits de l'enfant !

Délégitimer Israël, mais aussi délégitimer ceux qui soutiennent sa politique d'agression et de colonisation du peuple palestinien. **Cette campagne doit ainsi contribuer à démasquer la nature réactionnaire de la politique internationale de Macron** qui prétend travailler à la « résolution du conflit israélo-palestinien », en recevant pour la troisième fois en un an le criminel Nétanyahou quelques jours après que celui-ci ait ordonné à ses snipers de tirer sur les marches du retour à Gaza, en empêchant les bateaux de la « Flotille de la liberté » d'accoster à Paris, en autorisant la participation de trois entreprises françaises à la construction du tramway de Jérusalem - Alstom, Systra et Egis-Rail, dont les deux dernières sont détenues en majorité par l'Etat, ou en achetant et en fournissant des armes à l'Etat d'Israël qui servent à réprimer le peuple palestinien.

Le rejet de cette politique est fort et le succès des mobilisations, à Paris (reportage sur notre site) et dans toutes les villes où le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien est organisé, à l'occasion de la venue de Nétanyahou en France, le 5 juin, invité par Macron pour inaugurer la saison culturelle franco-israélienne, le montre. Le potentiel est là. A nous de le faire grandir en ancrant cette campagne dans l'opinion progressiste, sur le terrain, notamment dans les quartiers populaires. ★

Le site de la campagne : http://liberez-enfants-palestiniens.fr/ est désormais opérationnel. Outre la signature des pétitions en ligne, il met à disposition le matériel de la campagne (pétition, dossier, diaporama). Les pétitions papier sont à envoyer à l'adresse suivante : Campagne pour la libération des enfants palestiniens prisonniers d'Israël - c/o CICUP, CICP21 ter rue Voltaire 75011 Paris. Elles peuvent aussi être envoyées à notre adresse.

Colombie : élection présidentielle

L'illusion du changement

L'élection présidentielle colombienne a été présentée comme l'aube d'une nouvelle époque débarrassée des plaies de la corruption et de la violence qui gangrènent la vie politique du pays. Avec des hommes nouveaux animés des meilleures intentions pour faire de la Colombie un exemple. Cette présentation idyllique est contraire à la réalité.

Un président pur produit de l'establishment

Le nouveau président, Ivan Duque, bien que relativement jeune, est un pur produit de l'establishment colombien, y compris dans ses liens avec les Etats-Unis où il a passé douze ans à gérer les finances de la Banque interaméricaine de développement. Fils d'un ex-ministre des mines, il a été recruté par l'homme orchestre de la droite colombienne, l'ancien président Alvaro Uribe, véritable « faiseur de rois ». Choisi pour sa jeunesse, élu avec 54 % des voix, Duque est le représentant au pouvoir du patronat et des évangélistes, c'est-à-dire des milieux les plus conservateurs de la droite dite dure. Comment pourrait-il lutter contre la corruption, le clientélisme et le népotisme alors que tous les politiciens les plus contestés du pays ont appelé à voter pour lui ? Comme il le dit lui-même : « *je n'ai aucune expérience de la corruption* », mais c'est un homme intelligent ; il apprendra vite !

Son adversaire malheureux, Gustavo Petro, catalogué à gauche, est aussi un homme du sérail par ses origines et son parcours politique. Longtemps parlementaire et maire de Bogota, sa gestion de la capitale n'a pas été un modèle de rigueur ni de démocratie. Il s'est fait de nombreux ennemis à gauche qui ont appelé à voter blanc au 2e tour des présidentielles. S'il obtient néanmoins 41,8 % des voix, un record pour la gauche en Colombie, il le doit au ras-le-bol d'une population excédée par la dictature hégémonique de la droite qui monopolise depuis trop longtemps la vie politique et sociale. Petro parle de redistribution des terres, de justice sociale, de défense de l'environnement, de droits pour les minorités sexuelles… Une bouffée d'oxygène qui plaît aux jeunes, même si son attitude passée incite à la plus grande prudence.

Un président opposé à l'accord de paix

Le bon déroulement des élections législatives et présidentielle est-il annonciateur d'un avenir de paix ? Sans aller jusqu'à vouloir « *déchirer en mille morceaux* » l'accord passé entre les FARC et le président précédent comme l'exige l'entourage de Alvaro Uribe, Ivan Duque veut y faire des « *corrections pour que les victimes soient au centre du processus de paix* ». Saura-t-il résister aux appels à la répression de son mentor et de son entourage ? En fait, la bourgeoisie colombienne est profondément divisée sur l'accord qui n'a réalisé aujourd'hui que 20 % de ses objectifs. Le gouvernement précédent a bien initié un accord de paix, mais les fonds prévus pour la réinsertion des anciens combattants n'ont pas été réunis. La situation est particulièrement difficile pour ceux qui militent pour les droits de l'homme ou bien pour la restitution des terres aux paysans, car ils sont la cible de représailles et de vengeances : 121 ont été tués en 2017 et les assassinats ciblés se poursuivent au même rythme en 2018. Ne se sentant plus protégés, certains retournent grossir la dissidence des FARC, à moins qu'ils ne rejoignent les mouvements de guérilla ELN et EPL qui n'ont pas signé d'accord avec le gouvernement colombien.

Une partie du pays est encore en proie à une violence extrême de groupes armés, paramilitaires, structures criminelles, cartels de la cocaïne…, qui se disputent les territoires abandonnés par les FARC lors de leur démobilisation. Cette violence est restée le lot quotidien pour les habitants des zones rurales et elle s'exerce en toute impunité avec la complicité d'hommes et de partis liés directement au pouvoir.

C'est pourquoi l'élection d'Ivan Duque à la présidence n'annonce rien de bon pour les forces progressistes colombiennes. Les forces réactionnaires qui l'ont placé au pouvoir sont responsables des inégalités qui sont à l'origine du climat délétère et de violence qui empoisonne la vie politique de la Colombie depuis longtemps. ★

Elections législatives et présidentielles en Turquie

Communiqué du Parti du travail de Turquie (Emep)

Les partis au pouvoir, qui sont la cause des problèmes majeurs auxquels doit faire face le peuple, ne peuvent pas être la solution.

Les élections du 24 juin se sont tenues dans les conditions de l'état d'urgence, de l'inégalité de traitement médiatique, de la monopolisation des médias et des discours politiques agressifs et clivants du gouvernement. Par conséquent, la déclaration d'Erdogan sur la « fête de la démocratie » – qui s'appuie sur la forte participation – ne reflète pas la réalité. Vous ne pouvez pas proclamer que l'élection était juste ou qu'elle prenait place dans des conditions libres et d'égale possibilité de propagande : l'alliance présidentielle a utilisé impudemment toute les ressources du gouvernement et transformé ses pressions en violence physique, causant la mort de cinq personnes dans des élections sanglantes dont la légitimité continue d'être un sujet de controverse.

En dépit de la confirmation par les urnes de la présidence Erdogan et la transition vers un nouveau régime, il est clair qu'une partie considérable de la société n'est pas d'accord avec le régime d'un seul homme.

Les véritables problèmes de la société ne peuvent pas être résolus par les partis au pouvoir, par ceux qui les ont créés. L'AKP et ses alliés sont les architectes du chômage élevé, de la corruption, des politiques d'oppression, de violence, bellicistes ; ces problèmes vont se multiplier et s'intensifier sous le règne continu de ces partis et la vie de toute la société sera affectée par ses conséquences catastrophiques.

Le système présidentiel, basé sur le régime d'un seul homme, conçu pour le leadership continu d'Erdogan, est un système politique taillé pour servir les intérêts de l'oligarchie financière. Il est clair que le peuple sera appelé à payer l'addition du ralentissement économique, incluant l'énorme dette sur les marchés internationaux ; il y aura une prescription avec des décisions drastiques, et l'oppression augmentera dans cette période difficile. A partir de là, à travers ses déclarations post-électorales, l'association turque de l'industrie et du commerce (TÜSIAD) a donné à l'exécutif la tâche de réformer et d'étendre la charge fiscale aux couches inférieures de la société. Les classes dirigeantes n'hésitent jamais à se servir du soutien populaire comme base pour leurs politiques agressives et il n'y a aucune garantie qu'il en soit autrement à partir de maintenant. On peut voir aujourd'hui que les conditions de vie et de travail de toutes les couches de la société – et avant tout celles de la classe ouvrière – vont empirer. Néanmoins, ces politiques agressives, qui interdisent la grève, font monter les prix, limitent les droits démocratiques et les libertés, une politique belliciste à la fois à l'intérieur et à l'extérieur, augmenteront les difficultés du gouvernement.

Durant les élections, l'alliance présidentielle a déclaré être locale et nationale et ceux qui ne la soutiendraient pas ont été accusés de terroristes. Les résultats des élections ne peuvent être démocratiques quand les campagnes du HDP et des partis de l'alliance populaire ont été ouvertement attaquées. Les éléments selon lesquels cette agression ne se limiterait pas à la période électorale, mais qu'elle continuerait durant la construction du nouveau régime politique, s'appuient sur les déclarations d'Erdogan.

Le conflit entre ceux qui restructurent le régime en lien avec les intérêts des monopoles et ceux qui luttent pour les droits du peuple, la démocratie, les droits et les libertés, et demandent la paix et l'égalité n'est pas terminé avec ces élections, il continuera.

Notre parti s'efforce d'accomplir son devoir pour s'assurer que les ouvriers et les travailleurs qui ont voté pour Erdogan et l'alliance présidentielle dans l'espoir qu'ils régleront les problèmes croissants du pays, verront que c'était une grosse erreur et il fera tout pour qu'ils rejoignent le reste de leur classe et qu'ils s'engagent eux-mêmes dans la lutte pour leur propre avenir et leur libération.

Le régime d'un seul homme va prendre des décisions économiques, sociales et politiques agressives qui vont impacter directement les conditions de vie et de travail et ciblera tous les acquis démocratiques, les droits et les libertés des ouvriers et travailleurs et des autres secteurs de la société. Indépendamment du résultat des urnes, notre lutte contre le régime d'un seul homme continuera. ★

La Direction du Parti du travail

www.emep.org

Trois observateurs du PCF arrêtés en Turquie

Alors qu'ils faisaient une tournée des bureaux de vote dans la région d'Agri, trois observateurs envoyés par le PCF ont été contraints de rester dans l'enceinte d'une gendarmerie et n'ont pu circuler librement ; ils n'ont donc pas pu constater d'éventuelles irrégularités lors de ce vote, sous contrôle de la police et de l'armée.

Aux dires d'une des membres de la délégation, le peu qu'ils ont pu constater dans le temps très court où ils pouvaient se déplacer, la présence des militaires partout, jusque dans les bureaux de vote ne pouvait que faire pression sur les électeurs.

Des messages ont été envoyés, notamment de Strasbourg, pour protester contre le traitement infligé par les autorités de Turquie et exprimer la solidarité avec tous les progressistes, cibles du régime. Notre parti a appelé à soutenir la lutte des travailleurs de Turquie, pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, contre les licenciements, mais aussi pour leurs droits démocratiques, celui de faire grève, de manifester, de s'organiser, de s'exprimer, d'exiger la paix.

Ci-dessous le message de notre parti du Bas-Rhin

25 juin 2018

Aux militantes et militant arrêtés en Turquie, Au PCF Fédération 67

Nous condamnons avec vigueur l'arrestation de votre délégation PCF venue assister comme observatrice aux élections en Turquie. Il s'agit d'une atteinte grave à la liberté d'opinion et démontre la volonté d'intimidation et de menace du régime dictatorial. Nous vous faisons part de notre solidarité militante. Tenez-nous au courant de vos initiatives. Salutations solidaires,

PCOF 67

Notre Parti à la fête de l'Huma

Notre parti sera présent avec un stand à la fête de l'Humanité

les 14, 15, et 16 septembre prochains

avec au frontispice son mot d'ordre

« Cette société pour les riches, les patrons, les marchands de canons, on la combat ! »

Vous y trouverez de la restauration légère, des rafraîchissements, de la musique, une table de littérature, notre presse…

Il y aura bien sûr des débats, notamment celui qui suivra l'intervention centrale, samedi à 17 H.

Dir. publication C. Pierrel - Imprimerie CAVA Expressions - 102, bd Héloïse - 95100 Argenteuil - Tél. : 01 43 58 26 26 - Commission paritaire - 0413P865753- N°ISSN 0242-3332